



# Rapport Financier Annuel

2025

**IT LINK** | GROUPE

## TABLE DES MATIERES

<b>1</b>	<b>ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL</b>	<b>3</b>
<b>2</b>	<b>RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES</b>	<b>4</b>
<b>3</b>	<b>COMPTES CONSOLIDES IT LINK AU 31 DECEMBRE 2025</b>	<b>8</b>
3.1	ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE.....	8
3.2	COMPTE DE RESULTAT .....	9
3.3	ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE .....	10
3.4	TABEAU DE FLUX DE TRESORERIE.....	11
3.5	VARIATION DES CAPITAUX PROPRES .....	12
3.6	ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES.....	13
<b>4</b>	<b>RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS</b>	<b>37</b>
<b>5</b>	<b>COMPTES SOCIAUX IT LINK SA AU 31 DECEMBRE 2025</b>	<b>41</b>
5.1	BILAN .....	41
5.2	COMPTE DE RESULTAT .....	42
5.3	ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS.....	43
<b>6</b>	<b>RAPPORT DE GESTION ET RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION</b>	<b>56</b>
6.1	PREMIERE PARTIE : ANALYSE OBJECTIVE ET EXHAUSTIVE DE LA MARCHÉ DES AFFAIRES.....	57
6.2	DEUXIEME PARTIE : RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE .....	75
<b>7</b>	<b>DECLARATION DE PERFORMANCE EXTRA-FINANCIERE 2025</b>	<b>89</b>
7.1	NOTE METHODOLOGIQUE .....	89
7.2	EVENEMENTS MARQUANTS 2025 .....	90
7.3	NOTRE ENGAGEMENT SOCIAL ET SOCIETAL.....	91
7.4	INFORMATIONS SOCIALES .....	92
7.5	L'ENVIRONNEMENT.....	99

## 1 Attestation du rapport financier annuel

Le Kremlin-Bicêtre, le 30 avril 2026

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

*Matthieu GIRARD*

*Directeur Général IT Link SA*

## 2 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

BCRH & Associés

(Membre de PKF Arsilon)

3, rue d'Héliopolis

75017 PARIS

SARL au capital de 1 300 000 €

490 092 574 RCS Paris

Société de commissariat aux comptes inscrite à la Compagnie Régionale de Paris

Deloitte & Associés

6, place de la Pyramide

92908 Paris-La Défense Cedex

S.A.S. au capital de 2 201 424 €

572 028 041 RCS Nanterre

Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

## IT LINK

Société anonyme

67 AVENUE DE FONTAINEBLEAU

94270, LE KREMLIN-BICETRE

---

### Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2025

---

A l'assemblée générale de la société IT LINK,

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société IT LINK relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

## **Fondement de l'opinion**

### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les notes 3.6.2.13 et 3.6.3.1 de l'annexe exposent les règles et méthodes comptables relatives à l'évaluation des écarts d'acquisitions. Nous avons examiné le caractère approprié des approches retenues dans le cadre des tests de dépréciation réalisées à la clôture et procédé à l'appréciation du caractère raisonnable des estimations retenues par la Direction pour déterminer la valeur recouvrable de ces actifs. Nous avons également apprécié le caractère approprié des informations présentées dans les notes de l'annexe aux comptes consolidés.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Paris et Paris-La-Défense, le 30 avril 2026

Les commissaires aux comptes

BCRH & Associés  
(membres de PKF Arsilon)

Deloitte & Associés

Paul GAUTEUR

Benjamin HARROCH

### 3 Comptes consolidés IT Link au 31 décembre 2025

#### 3.1 Etat de la situation financière consolidée

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2025	31/12/2024
<b>Actif</b>			
Ecart d'acquisition	3.6.3.1	11 238	11 466
Immobilisations incorporelles	3.6.3.2	65	74
Immobilisations corporelles	3.6.3.3	1 166	1 487
Droits d'utilisation des actifs loués	3.6.3.4	2 413	3 013
Autres actifs financiers	3.6.3.5	652	650
Impôts différés	3.6.3.17	269	474
<b>TOTAL ACTIFS NON COURANTS</b>		<b>15 803</b>	<b>17 163</b>
Créances clients & autres Débiteurs	3.6.3.6	36 252	33 286
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3.6.3.7	7 903	10 244
<b>TOTAL ACTIFS COURANTS</b>		<b>44 155</b>	<b>43 530</b>
Actifs non courants et groupes d'actifs destinés à être cédés			
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>59 958</b>	<b>60 693</b>
<b>Passif</b>			
Capital		882	882
Primes liées au capital		1 481	1 481
Actions propres		-1 144	-990
Autres réserves		25 828	23 026
Résultat de l'exercice		2 700	4 028
<b>Capitaux propres, part du groupe</b>		<b>29 746</b>	<b>28 427</b>
Participations ne donnant pas le contrôle			
<b>CAPITAUX PROPRES TOTAL</b>	3.5	<b>29 746</b>	<b>28 427</b>
Emprunts et dettes financières	3.6.3.8	3 040	4 029
Dettes sur obligations locatives non-courants	3.6.3.4	1 526	2 054
Engagements envers le personnel	3.6.3.10	522	855
Autres provisions	3.6.3.10	34	51
Autres passifs non courants	3.6.3.11	89	183
<i>Elimination interco Bilan-financiers LT</i>			
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>		<b>5 211</b>	<b>7 173</b>
Engagement envers le personnel			
Autres provisions			
Fournisseurs et autres créiteurs	3.6.3.11	19 569	18 584
Autres passifs courants	3.6.3.11	3 564	4 472
Emprunts (part à moins de 1 an)	3.6.3.8	998	1 062
Dettes sur obligations locatives courants	3.6.3.4	871	976
<b>PASSIFS COURANTS</b>		<b>25 002</b>	<b>25 094</b>
Total Passifs liés à un groupe d'actifs destinés à être cédés			
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>59 958</b>	<b>60 693</b>

## 3.2 Compte de résultat

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Ventes de prestations de services	3.6.3.12	82 566	82 677
Autres produits de l'activité	3.6.3.13	2 002	1 984
<b>Total des Produits des activités ordinaires</b>		<b>84 568</b>	<b>84 660</b>
Achats & Charges externes		-21 765	-20 617
Charges de personnel	3.6.3.14	-55 948	-55 024
Impôts et taxes		-540	-1 294
Autres produits et charges d'exploitation	3.6.3.15	-40	-98
Dotations nettes de reprises aux Amortissements		-1 550	-1 525
Dotations nettes de reprises aux Dépréciations et aux Provisions		-63	-4
<b>Total des Charges d'exploitation</b>		<b>-79 906</b>	<b>-78 562</b>
<b>Résultat opérationnel courant</b>		<b>4 662</b>	<b>6 098</b>
Autres produits et charges opérationnels	3.6.3.15	-598	-103
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>4 063</b>	<b>5 995</b>
Coût de l'endettement financier brut		-289	-265
<b>Coût de l'endettement financier net</b>		<b>-289</b>	<b>-265</b>
Autres charges et produits financiers		-151	-215
<b>Résultat Financier</b>	3.6.3.16	<b>-440</b>	<b>-479</b>
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>3 623</b>	<b>5 515</b>
Impôts sur les bénéfices	3.6.3.17	-924	-1 488
<b>RESULTAT NET TOTAL</b>		<b>2 700</b>	<b>4 028</b>
Dont Part du groupe		2 700	4 028
Résultat par action en euros		1,56	2,32
Résultat dilué par action en euros		1,56	2,33

### – Résultat par action

Le résultat par action correspond au résultat net part du groupe divisé par le nombre d'actions. Le résultat dilué par action correspond au résultat net part de groupe, divisé par le nombre d'actions émises sans tenir compte de l'auto-détention et augmenté du nombre d'actions gratuites attribuées au 31 décembre 2025.

### 3.3 Etat du résultat global consolidé

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2025	31/12/2024
<b>RESULTAT NET TOTAL</b>		<b>2 700</b>	<b>4 028</b>
<b>Autres éléments du résultat global :</b>			
<b>a) Eléments ne devant pas être reclassés en résultat net :</b>			
Variation des écarts actuariels sur avantages postérieurs à l'emploi (IAS 19)		93	-4
Impôts sur les éléments ne devant pas être reclassés		-23	1
<i>a) Sous total des éléments ne devant pas être reclassés net d'impôt</i>		70	-3
<b>b) Eléments devant être reclassés ultérieurement en résultat net :</b>			
Réserves de conversion		-444	13
Impôts sur les éléments devant être reclassés			
<i>b) Sous total des éléments devant être reclassés</i>		-444	13
Variation des gains et pertes comptabilisés en capitaux propres (a+b)		-374	10
<b>RESULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE</b>		<b>2 326</b>	<b>4 038</b>
Dont part groupe		2 326	4 038
Dont intérêts minoritaires			

### 3.4 Tableau de flux de trésorerie

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2025	31/12/2024
<b>Résultat net total consolidé</b>		2 700	4 028
Elim. du résultat des mises en équivalence			
Elim. des amortissements et provisions		1 293	1 614
Elim. des profits / pertes sur actualisation		11	
Elim. variation de juste valeur au résultat			146
Elim. des résultats de cession et des pertes et profits de dilution		-56	31
Charges et produits calculés liés aux paiements en actions			202
<b>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt</b>		<b>3 948</b>	<b>6 021</b>
Elim. de la charge (produit) d'impôt		924	1 488
Elim. du coût de l'endettement financier net		289	265
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</b>		<b>5 161</b>	<b>7 774</b>
<i>Incidence de la variation des stocks</i>			
<i>Incidence de la variation des créances d'exploitation</i>		-3 009	919
<i>Incidence de la variation des dettes d'exploitation</i>		549	-2 496
<b>Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement</b>		<b>-2 460</b>	<b>-1 576</b>
Flux de trésorerie provenant des impôts sur le résultat		-694	-1 679
<b>Flux de trésorerie liés à l'exploitation</b>		<b>2 007</b>	<b>4 518</b>
Incidence des variations de périmètre		-720	-4 225
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		-243	-309
Variation des prêts et avances consentis		-3	-51
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		58	28
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>		<b>-908</b>	<b>-4 557</b>
Cession (acquisition) nette d'actions propres		-154	-234
Emission d'emprunts			
Remboursement d'emprunts		-2 089	-1 616
Intérêts financiers nets versés		-289	-265
Dividendes payés aux actionnaires du groupe		-853	-593
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>		<b>-3 385</b>	<b>-2 707</b>
Incidence de la variation des taux de change		-55	-42
<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE</b>		<b>-2 341</b>	<b>-2 787</b>
Trésorerie d'ouverture		10 244	13 031
Trésorerie de clôture		7 903	10 244
<b>Variation de la trésorerie</b>		<b>-2 341</b>	<b>-2 787</b>

### 3.5 Variation des Capitaux Propres

(en milliers d'euros)	Nombre d'actions	Capital	Primes liées au capital	Réserves de conversion	Autres éléments (exclu. Conv.)	Total OCI	Autres Reserves hors OCI	Résultat	Total Capitaux Propres	Part du Groupe	Part des NCI
<b>CAPITAUX PROPRES 31/12/2023</b>	1 736 000	882	1 481	-20	49	29	19 484	3 423	25 299	25 299	
<b>Affectation du résultat de la période précédente</b>							3 423	-3 423			
Dividendes distribués							-593		-593	-593	
Actions propres							-234		-234	-234	
<b>Transactions avec les actionnaires</b>							-827		-827	-827	
<b>Résultat global de l'exercice</b>								4 028	4 028	4 028	
Gains et pertes actuariels (IAS 19)					-3	-3			-3	-3	
Ecart de conversion				13		13			13	13	
Palements en actions							202		202	202	
<b>total Autres</b>							-286		-286	-286	
<b>CAPITAUX PROPRES 31/12/2024</b>	1 736 000	882	1 481	-7	46	39	21 997	4 028	28 427	28 427	
<b>Affectation du résultat de la période précédente</b>							4 028	-4 028			
Augmentation de capital											
Dividendes distribués							-853		-853	-853	
Actions propres							-154		-154	-154	
<b>Transactions avec les actionnaires</b>							-1 007		-1 007	-1 007	
<b>Résultat de l'exercice</b>								2 700	2 700	2 700	
Gains et pertes actuariels (IAS 19)					70	70			70	70	
Ecart de conversion				-444		-444			-444	-444	
Autres variations											
<b>CAPITAUX PROPRES 31/12/2025</b>	1 736 000	882	1 481	-451	116	-334	25 018	2 700	29 746	29 746	

## 3.6 Annexes aux comptes consolidés

### 3.6.1 Note 1 Description des faits marquants

#### 3.6.1.1 Faits majeurs de l'exercice

##### – **Distribution de Dividende 2024**

Le 8 juillet 2025, IT Link SA a procédé au paiement d'un dividende de 0,50€ par action éligible au 26 juin (date de l'Assemblée Générale), soit un montant de 853 k€.

##### – **Evolution de la gouvernance au cours de l'exercice 2025**

L'exercice a été marqué par une évolution majeure de la structure de direction de la société. À compter du 1er octobre 2025, la société a opté pour la dissociation des fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général :

- Fin des fonctions exécutives de M. Eric GUILLARD : Ancien Président-Directeur Général, M. Eric GUILLARD a fait valoir ses droits à la retraite et a quitté ses fonctions de direction opérationnelle le 30 septembre 2025. Il conserve la Présidence du Conseil d'Administration.
- Nomination de M. Matthieu GIRARD : Précédemment Directeur Général Adjoint, M. Matthieu GIRARD a été nommé Directeur Général par le Conseil d'Administration du 19 juin 2025, avec une prise de fonction effective au 1er octobre 2025.

##### – **Position d'employeur responsable renforcée**

Obtention du label EcoVadis Gold, renouvellement de la certification Great Place To Work et l'entrée au Palmarès Best Workplaces 2026

#### 3.6.1.2 Evénements postérieurs à la date de clôture des comptes

Néant

### 3.6.2 Note 2 Règles et méthodes comptables

#### 3.6.2.1 Référentiel comptable

Les comptes consolidés du Groupe IT Link sont établis suivant les normes comptables internationales IFRS (International Financial Reporting Standards).

Les comptes consolidés au 31 décembre 2025 ont été préparés en appliquant les principes de comptabilisation et d'évaluation des transactions formulés dans les normes IFRS adoptées dans l'Union européenne à cette date. Les états financiers ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 23 avril 2026 et seront soumis à l'approbation de l'Assemblée générale du 25 juin 2026.

Au cours de l'exercice considéré, le Groupe n'a adopté aucune norme IFRS nouvelle ou révisée devant être obligatoirement appliquée pour l'exercice ouvert à compter du 1er janvier 2025 et susceptible d'avoir une incidence significative sur les états financiers consolidés du Groupe.

#### 3.6.2.2 Bases d'évaluation utilisées pour l'établissement des comptes consolidés

Les comptes consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux règles édictées par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les notes suivantes.

#### 3.6.2.3 Impacts des risques environnementaux pour l'établissement des comptes consolidés

Les risques et opportunités liés au changement climatique résultent à la fois d'expositions potentiellement de plus en plus élevées en matière de fréquence et d'intensité à des événements climatiques extrêmes, et de la transition énergétique vers un modèle économique à faible émission carbone. L'estimation de ces risques comporte des éléments difficilement prévisibles qui rendent complexes l'évaluation des impacts, leur fréquence, et leur prise en compte dans les plans d'affaires. Compte tenu de la nature de ses activités et de son implantation géographique, ainsi que des mesures de prévention déployées intégrant notamment des plans de continuité d'activités, le Groupe a estimé que son exposition nette aux conséquences du changement climatique est actuellement limitée, et donc que leur impact quantitatif sur les états financiers du Groupe n'est pas significatif.

Le Groupe est également conscient que les changements climatiques peuvent affecter les activités de ses clients, créant potentiellement des risques et des opportunités pour nos services de conseil en technologie. La gestion des risques environnementaux s'inscrit dans le cadre plus large de notre démarche de responsabilité sociétale et environnementale.

#### 3.6.2.4 Méthodes de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les états financiers de la société mère ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère au 31 décembre de chaque année.

Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités. Les filiales dont le groupe détient directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées par la méthode de l'intégration globale.

La mise en équivalence s'applique à toutes les entreprises associées dans lesquelles le groupe exerce une influence notable, laquelle est présumée quand le pourcentage de droits de vote est supérieur ou égal à 20 %. Le cas échéant, des retraitements sont effectués sur les états

financiers des filiales pour aligner les principes comptables utilisés avec ceux des autres entreprises du périmètre de consolidation.

Les transactions internes sont éliminées en totalité pour les entreprises intégrées globalement.

Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de résultat consolidé, respectivement, depuis la date d'acquisition ou jusqu'à la date de cession.

#### **3.6.2.5 Estimations et jugements**

Pour établir ses comptes, le groupe est amené à procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. Le groupe revoit ses estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes, les montants figurant dans ses états financiers pourraient différer des estimations actuelles.

Les principales estimations significatives faites par la direction du groupe portent notamment sur l'évaluation du chiffre d'affaires au forfait, des écarts d'acquisition, la provision pour engagements de retraite et les impôts différés.

#### **3.6.2.6 Conversion en devises**

Les états financiers sont présentés en euros, qui est la monnaie fonctionnelle et de présentation de IT LINK SA et du Groupe. Chaque entité du groupe détermine sa propre monnaie fonctionnelle et tous les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités sont mesurés en utilisant cette monnaie fonctionnelle. La devise fonctionnelle d'une entité est la devise de l'environnement économique principal dans lequel elle exerce ses activités. Les opérations en monnaies étrangères sont initialement enregistrées au taux de change en vigueur à la date de transaction. A la date de clôture, les éléments monétaires sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture tandis que les éléments non monétaires sont convertis au taux historique ou au taux en vigueur à la date de l'évaluation de la juste valeur. Les actifs et passifs des filiales sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date de clôture alors que les produits et charges sont convertis au taux de change moyen sur la période. Les écarts de changes sont comptabilisés en capitaux propres.

#### **3.6.2.7 Présentation des états financiers**

La norme IAS 1 implique la ventilation entre la partie courante et la partie non courante de certains postes du bilan.

Les actifs destinés à être cédés ou consommés au cours du cycle d'exploitation normal du groupe, les actifs détenus dans la perspective d'une cession dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants.

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du groupe ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice constituent des dettes courantes. Toutes les autres dettes sont non courantes.

#### **3.6.2.8 Tableau des flux de trésorerie**

Conformément à la norme IAS 7 « Tableau des flux de trésorerie », la trésorerie figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidés comprend les disponibilités ainsi que les placements à court terme, liquides et facilement convertibles en un montant déterminable de liquidité. Les

placements dans des actions cotées, les placements à plus de trois mois sans possibilité de sortie anticipée ainsi que les comptes bancaires faisant l'objet de restrictions (comptes bloqués) sont exclus de la trésorerie du tableau des flux de trésorerie.

La trésorerie correspond donc à la somme des « équivalents de trésorerie et trésorerie » diminuée des découverts bancaires.

### 3.6.2.9 Traitement des impôts différés

La norme IAS 12 impose la comptabilisation de l'impôt exigible ainsi que des impôts différés, aussi bien actifs que passifs. Lorsqu'une entreprise a un historique de pertes fiscales, l'entreprise ne comptabilise un impôt différé actif que dans la mesure où l'entreprise a des différences temporelles imposables suffisantes ou s'il y a d'autres éléments probants et convaincants qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible.

### 3.6.2.10 Information sectorielle

La quasi-intégralité du chiffre d'affaires du groupe est constituée par la vente de prestations de services dans le domaine de la Recherche et du Développement en France. Les équipes commerciales ne proposent que cette ligne de services et ce, dans les 2 zones géographiques couvertes par le groupe : la France et l'international qui comprend le Benelux, le Canada et le Maroc.

Par ailleurs les différentes régions dans lesquelles le groupe est implanté en France et à l'étranger répondent à la définition d'un seul et unique secteur, compte tenu de leur exposition identique en matière de risque et rentabilité.

En conséquence, le groupe n'a qu'un secteur d'activité.

### 3.6.2.11 Information sur la gestion des risques financiers

Conformément à la norme IFRS 7, le Groupe a identifié les principaux risques financiers auxquels il est exposé :

les risques de crédit, de liquidité et de marché.

- **Risque de crédit** : La politique du Groupe consiste à n'opérer qu'avec des contreparties bénéficiant d'une notation élevée (Grands Comptes).
- **Risque de marché (taux et change)** : Le Groupe n'utilise aucun instrument financier dérivé pour la gestion de ses expositions. Les placements de trésorerie sont limités à des supports monétaires à faible risque.
- **Risque de liquidité** : Le Groupe s'assure en permanence de disposer d'un niveau de trésorerie et de lignes de crédit suffisant pour honorer ses engagements.

### 3.6.2.12 Immobilisations incorporelles et corporelles

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles » et à la norme IAS 38 « immobilisations incorporelles », seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs iront au groupe, sont comptabilisés en immobilisations.

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles, celles-ci font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est inférieure à leur valeur recouvrable, celle-ci étant

définie comme la plus élevée de la juste valeur (diminuée du coût de cession) et de la valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation du bien et de sa cession.

Dans le cas où le montant recouvrable est inférieur à la valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée pour la différence entre ces deux montants.

Les pertes de valeur relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie définie peuvent être reprises ultérieurement si la valeur recouvrable redevient plus élevée que la valeur nette comptable (dans la limite de la dépréciation initialement comptabilisée).

Les immobilisations corporelles et incorporelles doivent être amorties sur la durée attendue d'utilisation par l'entreprise. En conséquence, la base amortissable d'une immobilisation doit être réduite de sa valeur de revente à l'issue de sa durée d'utilisation prévue.

A priori, ce principe ne devrait pas affecter les comptes du groupe dans la mesure où les immobilisations sont acquises pour être utilisées jusqu'à la fin de leur vie et qu'en fin de vie, leur valeur est nulle. Dans ce cas, la base amortissable est égale à la valeur brute de l'immobilisation.

### 3.6.2.12.1 Immobilisations corporelles

#### – **Principe de comptabilisation**

Les principes de la norme IAS 16 imposent la décomposition des immobilisations corporelles par composants si la durée de vie de ces composants diffère de la durée de vie retenue pour l'immobilisation. Le groupe ne possède pas d'immobilisations corporelles significatives sur laquelle ce principe peut s'appliquer.

#### – **Principe d'évaluation**

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût minoré des amortissements cumulés et des pertes de valeur éventuelles.

Les frais d'entretiens et de réparations sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

#### – **Dépenses ultérieures à la première inscription**

Les dépenses relatives au remplacement ou renouvellement d'une composante d'immobilisation corporelle sont comptabilisées comme un actif distinct et l'actif remplacé est éliminé.

Les autres dépenses ultérieures relatives à une immobilisation corporelle sont comptabilisées à l'actif lorsqu'elles augmentent les avantages économiques futurs de l'actif au-dessus de son niveau de performance défini à l'origine.

Toutes les autres dépenses ultérieures sont comptabilisées directement en charges dès qu'encourues.

#### – **Amortissements**

Les amortissements sont généralement pratiqués en fonction des durées estimées d'utilisation suivantes :

- Matériel informatique : 4 ans
- Aménagements et mobilier : 8 ans

Le mode d'amortissement utilisé par le groupe est le mode linéaire.

### 3.6.2.12.2 Immobilisations incorporelles

Les actifs incorporels comptabilisés en immobilisations incorporelles sont principalement des logiciels.

#### – **Eléments incorporels acquis**

Les actifs incorporels acquis par le groupe IT Link sont également comptabilisés au coût minoré des amortissements cumulés et des pertes de valeurs éventuelles.

#### – **Frais de recherche et développement**

Le groupe IT Link a engagé des dépenses liées aux activités de recherche ayant pour but d'acquérir des connaissances scientifiques et des techniques nouvelles, lui permettant de renforcer son positionnement et son expertise technique. Celles-ci sont comptabilisées en charges dès qu'encourues.

Les dépenses liées aux activités de développement ayant pour objectif l'amélioration de produits et de procédés nouveaux sont enregistrées à l'actif du bilan lorsque les conditions d'activation répondant strictement aux critères suivants sont réunies :

- Intention et capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- Probabilité que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront au groupe ;
- Coût de cet actif évaluable avec fiabilité.

Les autres dépenses de développement sont comptabilisées directement en charges dès qu'encourues.

#### – **Amortissements**

Lorsque leur durée d'utilité est définie, les immobilisations incorporelles sont amorties sur leur durée d'utilisation attendue par le groupe. Cette durée est déterminée au cas par cas en fonction de la nature et des caractéristiques des éléments inclus dans cette rubrique.

Lorsque leur durée d'utilité est indéfinie, les immobilisations incorporelles ne sont pas amorties mais sont soumises à des tests annuels systématiques de perte de valeur. Il n'existe pas d'immobilisations incorporelles pour lesquelles la durée de vie est considérée comme indéfinie.

### 3.6.2.13 Ecart d'acquisition (Goodwill)

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le coût d'acquisition des titres de participation et la quote-part de l'entreprise acquéreuse dans l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition. Ils sont inscrits à l'actif du bilan.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis, mais font l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an, et dès qu'il existe un indice de perte de valeur. Les dépréciations relatives aux écarts d'acquisition ne sont pas réversibles.

La méthodologie retenue pour ce test est de réunir les immobilisations en unités génératrice de trésorerie (UGT) et sur lesquelles les écarts d'acquisition sont ensuite affectés. Les UGT sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie, indépendamment d'autres groupes d'actifs. La valeur recouvrable d'une UGT est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité de ces unités est déterminée à partir des projections des flux futurs de trésorerie actualisés. Les hypothèses retenues en termes de chiffre d'affaires, de rentabilité sont raisonnables et conformes aux données du marché disponibles.

Pour le Groupe, l'UGT correspond généralement à l'entité juridique ayant une expertise spécifique. Les ensembles homogènes ainsi formés à l'intérieur du Groupe sont :

- IT Link France SAS
- NRX SAS
- RADès
- Ciao

#### **3.6.2.14 Contrats de location**

Les contrats de location sont comptabilisés au bilan à la date de début du contrat de location correspondant à la date à laquelle le bailleur met à disposition du preneur le bien sous-jacent et donnent lieu à la reconnaissance à l'actif du bilan de Droits d'utilisation des biens pris en location et au passif de Dettes sur biens pris en location.

La valeur de ces dernières correspond à la valeur des paiements minimaux futurs actualisée sur la durée du contrat de location à l'aide d'un taux qui est soit le taux implicite du contrat de location, soit à défaut le taux d'endettement marginal de l'entité qui prend le bien en location. La durée du contrat tient compte des parties fermes mais aussi du caractère raisonnablement certain des options de renouvellement ou de résiliation.

À la date de début du contrat, la valeur du droit d'utilisation des biens pris en location à l'actif correspond à la dette sur biens pris en location, des paiements effectués d'avance, des avantages reçus du bailleur à cette date et des éventuels coûts que le preneur devra engager pour le démantèlement et l'enlèvement du bien sous-jacent.

Les paiements minimaux futurs tiennent compte des loyers fixes, des paiements variables liés à un index ou à un taux, des garanties de valeur résiduelle, du prix d'exercice d'une option d'achat et de pénalités de résiliation ou de non-renouvellement dès lors que le Groupe est raisonnablement certain d'exercer ou de ne pas exercer ces options. Certaines de ces valeurs peuvent évoluer au cours du contrat, les dettes de location et les droits d'utilisation des biens pris en location faisant alors l'objet d'une revalorisation à la hausse ou à la baisse. Ils ne comprennent pas les composantes services pouvant être incluses dans le contrat de location qui restent comptabilisées en charges.

Au bilan, les Dettes sur biens pris en location sont distinguées en parts non courante et courante. Les Droits d'utilisation des biens pris en location sont amortis linéairement sur la durée du contrat ou sur la durée d'utilité du bien sous-jacent si le contrat a pour effet de transférer au preneur la propriété du bien ou si le preneur est raisonnablement certain d'exercer une option d'achat. Au compte de résultat, ces charges d'amortissement sont incluses dans les Dotations aux amortissements, provisions et dépréciations. La Charge nette d'intérêts des dettes de location est incluse dans le poste de charges financiers.

Enfin, par exception, les contrats de courte durée inférieurs à 12 mois et ceux portant sur des actifs de faible valeur dont la valeur individuelle est inférieure à 5.000 € sont comptabilisés directement en charges et ne sont donc pas retraités au bilan.

#### **3.6.2.15 Actifs financiers**

La norme IFRS 9 contient trois catégories d'évaluation des actifs financiers après leur comptabilisation initiale :

- le coût amorti ;
- la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ; et
- la juste valeur par le biais du résultat net.

La classification des actifs financiers selon ces trois catégories repose sur le modèle économique que suit le Groupe pour la gestion de ces actifs et sur les caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie de ces instruments.

Les prêts, créances et autres instruments de dette du Groupe sont considérés comme « basiques » au sens de la norme. Ils sont mesurés au coût amorti car gérés dans l'objectif de collecter les flux de trésorerie contractuels.

Les autres instruments de dette sont mesurés à la juste valeur par résultat. Les instruments de capitaux propres sont mesurés à la juste valeur par résultat.

#### **3.6.2.16 Participations dans des sociétés non consolidées**

Les participations dans des sociétés non consolidées sont comptabilisées à leur juste valeur. La juste valeur des actions cotées correspond à leur cours de clôture.

#### **3.6.2.17 Actifs non courants détenus en vue d'être cédés et activités non poursuivies**

Un actif non courant, ou un groupe d'actifs et de passifs, est détenu en vue d'être cédé quand sa valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente et non d'une utilisation continue. Pour que tel soit le cas, l'actif doit être disponible en vue de sa vente immédiate et sa vente doit être hautement probable.

Ils sont évalués au plus bas de leur valeur nette comptable et de leur juste valeur nette des coûts de cession.

#### **3.6.2.18 Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie comprend les liquidités en comptes courants bancaires.

Les équivalents de trésorerie comprennent les SICAV et dépôts à terme, qui sont mobilisables ou cessibles à très court terme et ne présentent pas de risque significatif de pertes de valeur en cas d'évolution des taux d'intérêt.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont évalués à la juste valeur par le résultat.

#### **3.6.2.19 Instruments financiers**

Le Groupe n'utilise pas d'instruments financiers dérivés. Les actifs et passifs financiers sont valorisés au coût amorti ou à la juste valeur par résultat selon leur classification IFRS 9.

#### **3.6.2.20 Titres d'autocontrôle**

Les actions IT Link détenues par la Société sont inscrites à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres consolidés.

En cas de cession, les plus ou moins-values ainsi que les effets d'impôts correspondants sont enregistrés en variation des capitaux propres consolidés.

Au 31 décembre 2025 le groupe détient 38.467 titres d'autocontrôle (2,22% du capital), évalués à 1.144 K€ et déduit des capitaux propres.

#### **3.6.2.21 Paiements fondés sur les actions**

Conformément à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », les options d'achat et de souscription d'action, les offres réservées aux salariés (notamment les actions gratuites) sont évaluées à la date d'octroi. Des nouvelles actions émises sont octroyées au dénouement des plans ou prélevées sur des actions d'autocontrôle qualifiées en couverture de plans futurs.

#### **- Actions gratuites**

Lors de la mise en place de plans d'actions gratuites, le Groupe valorise l'avantage accordé aux salariés en tenant compte :

- du coût d'entrée des actions à la date de leur affectation au plan d'attribution ;
- du nombre probable d'actions qui seront remises aux bénéficiaires.

La charge est reconnue en « Charges de personnel » au compte de résultat, linéairement sur la période d'acquisition des droits, en contrepartie des capitaux propres.

#### **3.6.2.22 Engagement de retraite et avantages du personnel**

La norme IAS 19 exige de provisionner l'ensemble des avantages postérieurs à l'emploi.

##### **- Retraites**

Le groupe n'est engagé que sur les régimes de base et des régimes à cotisations définies, il comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

##### **- Indemnités de Fin de Carrière (IFC)**

Les engagements au titre des indemnités de fin de carrière sont provisionnés au bilan. Ils sont évalués à chaque clôture selon la méthode des unités de crédit projetées.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements sont réajustées chaque année en fonction des conditions économiques de l'exercice. La comptabilisation de chaque régime est effectuée séparément.

A leur départ en retraite, les salariés du groupe reçoivent une indemnité dont le montant varie en fonction de l'ancienneté et du salaire de l'employé au moment de son départ. Ces indemnités sont définies par la convention collective Syntec.

Les indemnités de fin de carrière ne sont pas financées par des actifs de régime. L'engagement est provisionné dans sa totalité.

Le groupe n'a pas contracté d'engagement en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités ou d'allocations en raison de départs à la retraite ou d'avantages similaires à l'égard de son personnel, autres que les engagements relatifs aux indemnités de fin de carrière prévus par la convention collective Syntec.

Les engagements relatifs aux indemnités de fin de carrière s'élèvent au 31 décembre 2025 à 522 K€.

##### **- Autres avantages du personnel**

Dans le cas où une société accorde des avantages certains à ses salariés, ces avantages doivent être évalués et provisionnés dans les comptes de la société par le biais d'une provision pour risques et charges.

IT Link n'accorde pas, à ce jour, d'autres avantages du personnel au sens de la norme IAS19.

#### **3.6.2.23 Cessions de créances**

Les créances cédées à des tiers par le biais d'affacturage ne sont sorties de l'actif du groupe que lorsque l'essentiel des risques et avantages qui leur sont associés sont également transférés à ces tiers. Tant que leur cession n'est pas effective, les cessions de créances sont comptabilisées comme des emprunts garantis au passif du bilan.

Le Groupe a conclu un contrat de cession de créances commerciales auprès d'une société d'affacturage. Ce programme est conclu sans limitation de durée, sur le périmètre français du Groupe. Les créances sont cédées avec recours ne permettant pas de décomptabiliser ces créances, les risques et avantages liés aux créances cédées n'étant pas intégralement transférés au cessionnaire.

Les opérations d'affacturage, pour lesquelles IT Link garde le risque de non-paiement (hors cas de défaillance) sont comptabilisées comme des emprunts garantis (libellé « dette Factor ») et les créances clients ne sortent pas du bilan :

- Les créances clients et les autres créances sont regroupées sur une même ligne au bilan ;
- La partie des créances financées est retraitée et incorporée aux créances clients avec en contrepartie un compte d'emprunt (libellé « dette Factor »).

Fonds de garantie :

L'objet du compte de garantie est de garantir au Factor l'exercice de ses recours contractuels (règlements directs, litiges, remises différées). Le fonds de garantie est fixé à 6,00% de l'encours T.T.C des créances transférées, avec un seuil minimum de 360.000 Euro.

### 3.6.2.24 Produits des activités ordinaires

Le chiffre d'affaires correspond au montant des prestations de services, vente de biens et de licences réalisées par l'ensemble des sociétés consolidées du Groupe.

#### - Prestations de services

Le Groupe réalise la majorité de ses prestations en régie (~87% du chiffre d'affaires). Ces contrats, avec obligation de moyen, ont un prix variable qui s'établit en fonction du temps passé et de la séniorité des personnels engagés. Le chiffre d'affaires des prestations en régie est reconnu au fur et à mesure de la réalisation des prestations.

#### - Prestations au forfait

Dans le cadre des contrats au forfait (~12% du chiffre d'affaires) le chiffre d'affaires n'est comptabilisé que lorsque les services sont rendus et selon la méthode d'avancement des coûts car le client reçoit et consomme de façon continue les avantages des services ou prestations.

#### - Revente de licences

La revente des licences et des équipements informatiques achetés auprès de fournisseurs externes, bien que minoritaire pour le Groupe (~1% du chiffre d'affaires), nécessite une analyse de la nature des relations avec les clients pour déterminer si la société agit comme un principal ou comme un agent dans la livraison des biens et services. Le Groupe agit comme un principal s'il contrôle le bien ou le service avant son transfert au client. Dans ce cas, le chiffre d'affaires est comptabilisé sur une base brute. Lorsque le Groupe agit en tant qu'agent, le chiffre d'affaires est comptabilisé sur une base nette (net des facturations des fournisseurs) correspondant à la rémunération ou commission du Groupe en tant qu'agent.

Plus spécifiquement dans le cadre de ses activités de revente :

- de licences perpétuelles d'éditeurs tiers, représentant une obligation de performance distincte, le Groupe a considéré qu'il n'obtenait pas le contrôle de la licence dès lors que celle-ci est transférée directement par l'éditeur au client. Le Groupe agit alors en tant qu'agent et reconnaît uniquement la marge sur la vente en chiffre d'affaires.
- d'accès à des plateformes logicielles en mode « Cloud ou SaaS » dont le Groupe assure, l'intégration, la formation et le support fonctionnel de premier niveau (hotline,

assistance technique...) sur la durée du contrat, le Groupe considère agir en tant que principal sur la part des obligations de performance qui lui incombent.

Le Groupe peut être amené à signer des contrats de services à éléments multiples, pouvant correspondre à une combinaison de différents biens et/ou services. Lorsque ces activités transfèrent au client le contrôle d'un service ou d'un bien distinct dont le client peut bénéficier indépendamment des services récurrents, elles sont traitées comme des obligations de performance distinctes et le chiffre d'affaires est reconnu de manière séparée pour chacun des éléments lorsqu'ils sont identifiables séparément dans l'absolu et dans le cadre des contrats considérés.

Lorsqu'un contrat contient plusieurs obligations de performance, le prix est alloué à chacune d'elles soit sur la base de son prix de vente individuel, soit sur la base du coût de revient majoré.

#### **3.6.2.25 Autres produits et charges non courants**

La rubrique « autres produits et charges non courants » est constituée des produits et charges inhabituels du fait de leur fréquence et leurs montants au regard des activités du Groupe.

#### **3.6.2.26 Subventions d'exploitation**

Les subventions qui compensent des charges encourues par le Groupe sont comptabilisées de façon systématique en tant que produits opérationnels dans le compte de résultat de la période au cours de laquelle les charges ont été encourues, en actifs d'impôts non-courants ou autres créances selon leur échéance. Il s'agit principalement des crédits d'impôt recherche.

### 3.6.3 Note 3 Compléments d'informations relatifs aux états financiers

#### 3.6.3.1 Écarts d'acquisition

Les Écarts d'acquisition correspondent à la différence entre la juste valeur d'acquisition des titres et l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition.

<i>(en milliers d'euros)</i>	
<b>Valeur brute au 31/12/2023</b>	<b>7 814</b>
Acquisitions	-28
Autres variations et ajustements	3 680
<b>Valeur brute au 31/12/2024</b>	<b>11 466</b>
Acquisitions	
Variation des cours de change	-228
Autres variations, reclassements et ajustements	
<b>Valeur brute au 31/12/2025</b>	<b>11 238</b>
<b>Dépréciation au 31/12/2024</b>	
Dotations de l'exercice	
<b>Dépréciation au 31/12/2025</b>	
<b>Montant net au 31/12/2025</b>	<b>11 238</b>

#### 3.6.3.1a. Acquisitions en 2025

Néant

#### 3.6.3.1b. Tests de dépréciation de l'écart d'acquisition

Conformément à la norme IFRS 3 « regroupement d'entreprise », les goodwill ne sont pas amortis. Conformément aux dispositions d'IAS 36, les écarts d'acquisition sont testés une fois par an pour détecter d'éventuelles pertes de valeur. Ce test annuel est effectué au cours du quatrième trimestre de chaque exercice. Des tests complémentaires sont effectués si des événements ou circonstances particulières indiquent une perte de valeur potentielle. Les pertes de valeur relatives aux goodwill ne sont pas réversibles.

La méthodologie retenue consiste principalement à comparer les valeurs recouvrables de chacune des filiales du groupe, aux actifs nets correspondants (y compris écarts d'acquisition). Les valeurs recouvrables sont déterminées à partir de projections actualisées de flux de trésorerie futurs d'exploitation et d'une valeur terminale.

Le taux d'actualisation retenu pour ces calculs est le coût moyen pondéré du capital estimé à 9%. Les hypothèses retenues en termes de variation du chiffre d'affaires et de valeurs terminales sont raisonnables et conformes aux données de marché disponibles pour chacune des filiales.

Une analyse de sensibilité du calcul sur les paramètres clés utilisés, le taux d'EBIT, le taux d'actualisation et le taux de croissance à l'infini selon des hypothèses raisonnablement

possibles, n'a pas fait apparaître de scénario dans lequel la valeur recouvrable de l'UGT deviendrait inférieure à sa valeur comptable.

### 3.6.3.2 Immobilisations incorporelles

	Concessions, brevets, logiciels	Frais de Développement	Total immobilisations incorporelles
<i>(en milliers d'euros)</i>			
<b>Valeur nette comptable au 31/12/2023</b>	<b>2</b>		<b>2</b>
Acquisitions	26		26
Cessions/Mises au rebut	-2		-2
Variation de périmètre	62		62
Ecart de change	-1		-1
Dotation aux amortissements	-13		-13
<b>Valeur nette comptable au 31/12/2024</b>	<b>74</b>		<b>74</b>
Acquisitions	21		21
Ecart de change	-4		-4
Dotation aux amortissements	-26		-27
<b>Valeur nette comptable au 31/12/2025</b>	<b>65</b>		<b>65</b>
Coût d'acquisition	120		120
Amortissements cumulés	-55		-55
<b>Valeur nette comptable au 31/12/2025</b>	<b>65</b>		<b>65</b>

### 3.6.3.3 Immobilisations corporelles

	Valeur brute à l'ouverture	Acquisitions/ amortissement s	Cessions/Mi ses au rebut	Variation de l'écart de conversion	Variation de périmètre	Total à la clôture
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Autres immobilisations corporelles	3 019	280	-310	-1	74	3 062
Installations techniques, matériel & outillage	1 262	3			5	1 270
<b>Exercice clos le 31/12/2024</b>	<b>4 282</b>	<b>283</b>	<b>-310</b>	<b>-1</b>	<b>79</b>	<b>4 332</b>
Autres immobilisations corporelles	3 062	211	-275	-12		2 986
Installations techniques, matériel & outillage	1 270	9				1 279
Immobilisations corporelles en cours		2				2
<b>Exercice clos le 31/12/2025</b>	<b>4 332</b>	<b>222</b>	<b>-275</b>	<b>-12</b>		<b>4 267</b>
Amt/Dep. Autres immobilisations corporelles	-1 941	-484	262		-36	-2 199
Amt/Dep. Installations techniques, matériel & outillage	-468	-177			-2	-646
Amt/Dep. Immobilisations corporelles en cours						
<b>Amortissements au 31/12/2024</b>	<b>-2 409</b>	<b>-660</b>	<b>262</b>		<b>-38</b>	<b>-2 845</b>
Amt/Dep. Autres immobilisations corporelles	-2 199	-354	273	4		-2 276
Amt/Dep. Installations techniques, matériel & outillage	-646	-179				-825
Amt/Dep. Immobilisations corporelles en cours						
<b>Amortissements au 31/12/2025</b>	<b>-2 845</b>	<b>-533</b>	<b>273</b>	<b>4</b>		<b>-3 100</b>
<b>Coût d'acquisition</b>	<b>4 332</b>	<b>222</b>	<b>-275</b>	<b>-12</b>		<b>4 267</b>
<b>Amortissements cumulés</b>	<b>-2 845</b>	<b>-533</b>	<b>273</b>	<b>4</b>		<b>-3 100</b>
<b>Valeur nette comptable au 31/12/2025</b>	<b>1 487</b>	<b>-311</b>	<b>-2</b>	<b>-8</b>		<b>1 166</b>

**3.6.3.4 Contrat de locations**

L'évolution des droits d'utilisation sur la période s'analyse comme suit à l'actif :

	Valeur brute à l'ouverture	Acquisitions/ amortissements	Cessions/Mises au rebut	Variation de l'écart de conversion	Valeur brute au
<b>(en milliers d'euros)</b>	<b>31/12/2024</b>				<b>31/12/2025</b>
<b>Valeur brute</b>					
Contrats immobiliers	7 224	349		-20	7 553
Autres immobilisations corporelles		56			56
<b>Valeur brute</b>	<b>7 224</b>	<b>405</b>		<b>-20</b>	<b>7 609</b>
<b>Amortissements</b>					
Amt/Dep. Contrats immobiliers	-4 211	-981		7	-5 185
Amt/Dep. Autres immobilisations corporelles		-10			-10
<b>Amortissements</b>	<b>-4 211</b>	<b>-991</b>		<b>7</b>	<b>-5 195</b>
<b>Valeur nette comptable</b>	<b>3 013</b>	<b>-586</b>		<b>-14</b>	<b>2 413</b>

Les obligations locatives s'élèvent au passif à :

	31/12/2024	Augmentation	Remboursement	Impact du change	Autres	31/12/2025
<b>(en milliers d'euros)</b>						
Dettes sur obligations locatives non-courants	2 054	348		-8	-868	1 526
<b>TOTAL DETTES SUR OBLIGATIONS LOCATIVES NO</b>	<b>2 054</b>	<b>348</b>		<b>-8</b>	<b>-868</b>	<b>1 526</b>
Dettes sur immobilisations en location-financement courant	976	57	-1 025	-6	868	871
<b>TOTAL DETTES SUR OBLIGATIONS LOCATIVES CC</b>	<b>976</b>	<b>57</b>	<b>-1 025</b>	<b>-6</b>	<b>868</b>	<b>871</b>
<b>TOTAL DETTES SUR OBLIGATIONS LOCATIVES</b>	<b>3 030</b>	<b>405</b>	<b>-1 025</b>	<b>-14</b>		<b>2 397</b>

**3.6.3.5 Actifs financiers****- Variation**

<b>(en milliers d'euros)</b>	<b>Non courant</b>	<b>Courant</b>	<b>TOTAL</b>	<b>Non courant</b>	<b>Courant</b>	<b>TOTAL</b>
Autres titres non consolidés	2		2	2		2
Prêts et cautionnement	649		649	648		648
Autres						
<b>AUTRES ACTIFS FINANCIERS</b>	<b>652</b>		<b>652</b>	<b>650</b>		<b>650</b>

La ligne Autres titres non consolidés correspond aux titres permettant d'ouvrir un compte à la BICS/ Banque Populaire.

**3.6.3.6 Créances clients et autres débiteurs**

Les clients et autres débiteurs font apparaître un solde net de 36.252 K€. Il s'agit notamment, des créances clients, des créances affacturées, des créances sur l'Etat ainsi que des charges constatées d'avance.

**- Clients**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Créances clients	22 017	16 845
Dépréciation clients	-271	-190
Créances cédées (Factor)	8 286	11 292
<b>Créances clients - net</b>	<b>30 033</b>	<b>27 946</b>

**- Autres débiteurs**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Créances fiscales et sociales	3 175	2 096
Créance Etat - Impôt sur les bénéfices	851	772
Comptes courants	7	
Avances payées	2	67
Autres créances	10	
Charges constatées d'avance	2 175	2 405
<b>Autres débiteurs</b>	<b>6 219</b>	<b>5 340</b>

**- Echancier au 31 décembre 2025**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>Solde comptable</b>	<b>non échues</b>	<b>&lt; 60 jours</b>	<b>&gt; 60 jours</b>	
				<b>&lt; 180 jours</b>	<b>&gt; 180 jours</b>
Clients et comptes rattachés	22 017	11 775	8 640	1 559	43
Créances cédées	8 286	4 383	3 680	220	3
Organismes sociaux et fiscaux	4 026	4 026			
Charges constatée d'avance	2 175	2 175			
Débiteurs divers	19	19			
<b>Total</b>	<b>36 523</b>	<b>22 378</b>	<b>12 320</b>	<b>1 779</b>	<b>46</b>
Provisions dépréciation clients	(271)				(271)
<b>Total clients et autres débiteurs</b>	<b>36 252</b>	<b>22 378</b>	<b>12 320</b>	<b>1 779</b>	<b>(225)</b>

**3.6.3.7 Trésorerie et équivalent de trésorerie**

<b>(en milliers d'euros)</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Intérêts courus	-2	-26
VMP	1 753	2 093
Disponibilités	6 152	8 177
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORER</b>	<b>7 903</b>	<b>10 244</b>
Concours bancaires courants		
<b>TRÉSORERIE NETTE</b>	<b>7 903</b>	<b>10 244</b>

Les équivalents de trésorerie (VMP) se composent majoritairement d'une ligne de compte à terme auprès de la Société Générale & Banque Populaire pour 1,7M€.

**3.6.3.8 Dettes Financières**

<b>(en milliers d'euros)</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Remboursement</b>	<b>Impact actualisation</b>	<b>Impact du change</b>	<b>Autres</b>	<b>31/12/2025</b>
Emprunts auprès des établissements de crédit non-courants	3 991			11		-963	3 040
Dettes sur obligations locatives non-courants	2 054	348			-8	-868	1 526
Autres emprunts et dettes assimilées non-courants	38		-1			-37	
<b>TOTAL PASSIF FINANCIER NON COURANTS</b>	<b>6 083</b>	<b>348</b>	<b>-1</b>	<b>11</b>	<b>-8</b>	<b>-1 867</b>	<b>4 566</b>
Emprunts auprès des établissements de crédit courants	1 062		-1 063			999	998
Dettes sur obligations locatives courant	976	57	-1 025		-6	868	871
Dettes Factor							
Concours bancaires courants							
<b>TOTAL PASSIF FINANCIER COURANTS</b>	<b>2 038</b>	<b>57</b>	<b>-2 088</b>		<b>-6</b>	<b>1 867</b>	<b>1 869</b>
<b>TOTAL PASSIF FINANCIER</b>	<b>8 121</b>	<b>405</b>	<b>-2 089</b>	<b>11</b>	<b>-14</b>		<b>6 434</b>

Dans le cadre du rachat des actions de RADès fin 2022, IT LINK SA a contracté deux emprunts auprès de deux partenaires financiers : la Société Générale pour 3M€ et la BPI pour 2,75M€. Chacun d'une durée de 7 ans.

Les agencements et équipements du siège social au Kremlin-Bicêtre ont été financés par deux prêts, l'un de 607 K€ auprès de la Société Générale et l'autre de 480 K€ auprès de HSBC. Le solde de ces prêts est de 97 K€ au 31 décembre 2024.

**3.6.3.9 Analyse des risques financiers et instruments financiers****- Risque de crédit**

Au 31 décembre 2025, les créances clients s'élèvent à 36 252 k€. Le risque de défaut est jugé faible car la clientèle est exclusivement constituée de Grands Comptes. L'échéancier des créances est présenté en note 3.6.3.6.

**- Risque sur actions et placements**

L'essentiel de la trésorerie est placé en comptes à termes. Au 31 décembre 2025, le Groupe détient 38 467 actions d'autocontrôle. Celles-ci étant neutralisées en capitaux propres, elles n'ont aucune incidence sur la rentabilité du groupe en cas de variation du cours.

**- Risque de liquidité**

La dette financière brute au 31 décembre 2025 s'établit à 4,04 M€ (exclusivement bancaire). Ces emprunts sont amortissables annuellement sur une durée maximale de 7 ans. Au 31

décembre 2025, le Groupe dispose par ailleurs de lignes de crédits bancaires non utilisées à hauteur de 950 k€.

### 3.6.3.10 Engagements hors bilan

<b>(en milliers d'euros)</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2025</b>
Avals et cautions reçus - hors Groupe		
Ligne de crédits bancaires non utilisées	950	950
Autres engagements reçus - Matériel ferroviaire		
<b>Engagements reçus</b>	<b>950</b>	<b>950</b>

	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2025</b>
Engagement de location simple - Matériel ferroviaire		
Engagements d'achats - Matériel ferroviaire		
Sûretés - immobilisations corporelles (hypothèque)		
Sûretés - Immobilisations incorporelles		
Sûretés - Actifs financiers (nantissement de titres)	3 000	3 000
<b>Engagements donnés</b>	<b>3 000</b>	<b>3 000</b>

### 3.6.3.11 Etat des provisions

#### - Autres Provisions non courantes

	<b>Litiges</b>	<b>Autres provisions pour risques et charges</b>	<b>Total Provisions</b>
<b>(en milliers d'euros)</b>			
<b>Au 31/12/2023</b>	<b>47</b>		<b>47</b>
Augmentation des provisions	51		51
Reprise non utilisées durant l'exercice			
Reprise des montants utilisés durant l'exercice	-47		-47
Ecart de change			
<b>Incidence des changements de</b>			
Variation de périmètre			
Reclassement & Autres			
<b>Au 31/12/2024</b>	<b>51</b>		<b>51</b>
Augmentation des provisions	6		6
Reprise non utilisées durant l'exercice			
Reprise des montants utilisés durant l'exercice	-24		-24
Ecart de change			
<b>Incidence des changements de</b>			
Variation de périmètre			
Reclassement			
<b>Au 31/12/2025</b>	<b>34</b>		<b>34</b>

- **Engagement envers le personnel**

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Passif à l'ouverture de l'exercice	855	767
Coût des services	147	85
Gains/pertes actuarielles	-93	4
Prestations payées yc charges sociales	-387	
<b>À LA CLÔTURE</b>	<b>522</b>	<b>855</b>

(en milliers d'euros)	31/12/2025	30/06/2024
Coût des services rendus	-118	-61
Coût financier	-29	-24
<b>Charges liées aux avantages du personnel</b>	<b>-147</b>	<b>-85</b>
Prestations payées y/c charges sociales	387	
<b>Charge nette de l'exercice</b>	<b>240</b>	<b>-85</b>
<i>Dont charges de personnel</i>	<i>268</i>	<i>-61</i>
<i>Dont charges financières</i>	<i>-29</i>	<i>-24</i>

La société n'a pas contracté d'engagement en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités ou d'allocations en raison de départs à la retraite ou d'avantages similaires à l'égard de son personnel, autres que les engagements relatifs aux indemnités de fin de carrière prévus par la convention collective Syntec. Les engagements relatifs aux indemnités de fin de carrières s'élèvent au 31 décembre 2025 à 522 k€.

Ils ont été calculés selon la méthode actuarielle des unités de crédit projetées. Les principales hypothèses retenues pour l'établissement de ces calculs sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,95 % en 2025.
- Mode de départ en retraite : départ volontaire à 65-67 ans pour les non-cadres et les cadres.

**3.6.3.12 Fournisseurs et autres passifs**

(en milliers d'euros)	31/12/2025			31/12/2024		
	Non courant	Courant	TOTAL	Non courant	Courant	TOTAL
<b>FOURNISSEURS</b>		7 558	7 558		6 316	6 316
Dettes sociales et fiscales		11 961	11 961		12 346	12 346
Etat - impôts sur les bénéfices - courant		256	256		82	82
Comptes courants		43	43			
Dettes sur acquisition de titres	89	230	319	183	886	1 069
Produits constatés d'avance		2 862	2 862		3 203	3 203
Autres dettes		224	224		223	223
<b>AUTRES PASSIFS</b>	89	15 575	15 665	183	16 739	16 923
<b>TOTAL DES AUTRES PASSIFS &amp; CR</b>	89	23 133	23 222	183	23 056	23 239

Toutes les dettes ci-dessus sont à échéance de moins d'un an.

**3.6.3.13 Analyse du Chiffre d'Affaires****- Répartition du chiffre d'affaires par nature**

<b>(en milliers d'euros)</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Ventes de solutions	10 424	8 472
Prestations de services	72 142	74 205
<b>CHIFFRES D'AFFAIRES</b>	<b>82 566</b>	<b>82 677</b>

**- Répartition de la contribution au chiffre d'affaires par pays**

<b>(en milliers d'euros)</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
France	68 481	69 032
Belgique	4 531	4 076
Canada	9 554	9 569
<b>CHIFFRES D'AFFAIRES</b>	<b>82 566</b>	<b>82 677</b>

Le chiffre d'affaires est majoritairement réalisé en France.

**3.6.3.14 Autres produits des activités ordinaires**

Ce poste est constitué principalement des subventions et crédits d'impôt (principalement crédit impôt recherche).

Les autres produits concernent principalement des loyers (baux en sous-location) et des régularisations de paiements (avoirs, remboursement de taxes ou de frais...).

**3.6.3.15 Charges de Personnel**

<b>(en milliers d'euros)</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Traitements, salaires, participation	-41 659	-41 934
Charges sociales	-14 557	-12 811
Charges de retraites	268	-61
Rémunération en actions		-218
<b>CHARGES DE PERSONNEL</b>	<b>-55 948</b>	<b>-55 024</b>
<b>EFFECTIFS *</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Cadres	773	752
Agents de maîtrise	94	106
<b>Total</b>	<b>867</b>	<b>858</b>

*\*Hors contrats pro / apprentis*

En date du 31 décembre 2025, le groupe compte 880 collaborateurs contre 870 collaborateurs au 31 décembre 2024 (incluant les contrats pro et apprentis).

**3.6.3.16 Autres produits et autres charges****– Autres produits et autres charges courants**

<b>(en milliers d'euros)</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Autres charges opérationnelles	-40	-98
<b>Autres charges opérationnelles</b>	<b>-40</b>	<b>-98</b>
Subventions d'exploitation		
Autres produits opérationnels		
<b>Autres produits opérationnels</b>		
<b>AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS NETS</b>	<b>-40</b>	<b>-98</b>

**– Autres produits et autres charges non courants**

<b>(en milliers d'euros)</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Autres charges opérationnelles	-684	-100
VNC des immobilisations cédées	-3	-50
<b>Autres charges opérationnelles</b>	<b>-687</b>	<b>-150</b>
Autres produits opérationnels	30	28
Produits de cessions d'actifs	58	19
<b>Autres produits opérationnels</b>	<b>89</b>	<b>47</b>
<b>AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS NETS</b>	<b>-598</b>	<b>-103</b>

**3.6.3.17 Résultat Financier**

(en milliers d'euros)	31/12/2025		31/12/2024	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Charges d'intérêts sur emprunts	-221		-202	
Intérêts sur contrats de location-financement	-69		-62	
Effet du coût amorti sur les emprunts				
<b>COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT</b>	<b>-289</b>		<b>-265</b>	
Produits et charges de trésorerie				
<b>COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET</b>	<b>-289</b>		<b>-265</b>	
Composante financière du coût des régimes d'avantages	-29		-24	
Commissions de non-utilisation				
Effets d'actualisation				
Effet du coût amorti sur les emprunts	-11			
Variation de la juste valeur des instruments financiers				
Dépréciation des actifs financiers				
Résultat de change réalisé		6	-1	
Résultat de change non réalisé	-1			2
Autres charges et produits financiers	-180	65	-271	79
<b>AUTRES CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>-222</b>	<b>71</b>	<b>-296</b>	<b>81</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>-511</b>	<b>71</b>	<b>-561</b>	<b>81</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER NET</b>		<b>-440</b>		<b>-479</b>

La ligne « autres charges et produits financiers » correspond aux compléments de prix de Ciao pour 180K€.

**3.6.3.18 Impôts sur le résultat**

Les entités françaises du groupe sont intégrées fiscalement. La société IT Link SA est la tête du groupe d'intégration fiscale constituée des sociétés IT Link, IT Link France, NRX et RADès.

**- Ventilation de la charge d'impôt**

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Charge ou produit d'impôt taux normal	-594	-1 317
CVAE	-150	-173
Charge ou produit d'impôts différés	-177	2
Autres	-3	
<b>CHARGE D'IMPÔTS</b>	<b>-924</b>	<b>-1 488</b>

**- Ventilation de l'actif d'impôt différé**

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Location financement	-3	5
Activation déficits fiscaux	51	55
Indemnité de départ à la retraite	16	17
Autres actifs et dettes	207	397
<b>TOTAL</b>	<b>269</b>	<b>474</b>

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Actifs d'impôts différés	269	474
Passifs d'impôts différés		
<b>Net d'impôts différés au bilan</b>	<b>269</b>	<b>474</b>

- **Analyse de la différence entre le taux normal d'imposition en France (25%) et le taux calculé par rapport au résultat des sociétés intégrées.**

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Résultat avant impôts	3 623	5 515
Taux théorique d'imposition	25,00%	25,00%
Charge (-) ou produit d'impôt (+) théorique	-906	-1 379
Rapprochement :		
Différences permanentes	94	92
Variation/utilisation des impôts différés actifs non reconnus	-3	-2
Effet des différences de taux d'imposition	6	-42
Crédit d'impôt et CVAE (1)	-113	-127
Autres	-2	-30
<b>Charge (-) ou produit (+) d'impôt comptabilisé</b>	<b>-924</b>	<b>-1 488</b>
Taux effectif d'impôt	-25,49%	-26,98%

(1) Y compris l'impact du classement de la CVAE en Impôt pour -113K€

### 3.6.3.19 Information relative aux parties Liées

- **Rémunérations et avantages consentis par le groupe aux principaux dirigeants et aux membres du Conseil d'administration**

Les principaux dirigeants ont perçu les rémunérations et avantages suivants :

(en milliers d'euros)	2025	2024
Rémunération fixe	232	245
Eléments variables	116	137
Autres*	617	
Avantages en nature		
Jetons de présence	4	4
<b>Total</b>	<b>969</b>	<b>386</b>

\*comprend l'indemnité de départ / transition managériale

La part variable dépend de l'atteinte d'un certain nombre d'objectifs individuels au cours de l'année précédente. Elle est modulée en fonction de la performance de la société ou du Groupe, au cours de cette même année, et est calculée sur la base des décisions du conseil d'administration.

Les membres du conseil d'administration ont perçu des jetons de présence à hauteur de 28 000 €. IT LINK n'a pas d'engagement de retraite supplémentaire pour ses dirigeants, mais uniquement des engagements d'indemnités de départ en retraite.

### 3.6.4 Périmètre et méthodes de consolidation

Les comptes consolidés intègrent les comptes de toutes les sociétés contrôlées directement ou indirectement, par le groupe.

Le périmètre de consolidation et les pourcentages de contrôle n'ont pas évolué depuis la dernière clôture.

Nom	Siège	Registre du commerce	Secteur d'activité	% de contrôle 31/12/2024	% de contrôle 31/12/2025	Méthode de consolidation au 31/12/2025
IT LINK SA	Kremlin-Bicêtre France	RCS 412 460 354	Holding	Société consolidante	Société consolidante	
IT LINK FRANCE (S.A.S)	Kremlin-Bicêtre France	RCS 338 339 435	Etudes, conseils	100,00	100,00	Intégration globale
IT LINK BENELUX (SPRL)	Bruxelles Belgique	Entreprise n° 0525 739 802	Etudes, conseils	100,00	100,00	Intégration globale
NRX (S.A.S)	Kremlin-Bicêtre France	RCS 452 414 501	Conseil systèmes, logiciels	100,00	100,00	Intégration globale
IT Link Germany	Stuttgart Allemagne	HRB 757333	Etudes, conseils	100,00	100,00	Intégration globale
Accélérateur Innovation Inc.	Montréal Québec Canada	Entreprise n° 1171692214	Etudes, conseils	100,00	100,00	Intégration globale
Accélérateur Innovation Maroc.	Casablanca Maroc	Registre du commerce n°482239	Etudes, conseils	100,00	100,00	Intégration globale
RADÈS (I)	Paris France	RCS 483 137 717	Etudes, conseils	100,00	100,00	Intégration globale
CIAO Technologies Inc.	Québec Canada	Entreprise n° 1179345781	Etudes, conseils	100,00	100,00	Intégration globale

### 3.6.5 Composition du capital social

Le capital social est composé de 1.736.000 actions pour un montant global de 882.173 €. La répartition du capital est la suivante :

Actionnaires	Nombre d'actions
Dirigeants et fondateurs	521 891
Public	1 178 977
Actions auto détenues	38 467
<b>Total</b>	<b>1 736 000</b>

Au 31 décembre 2025, IT LINK détient 38 467 titres en autocontrôle contre 31 405 au 31 décembre 2024. Ils sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres.

Le produit de cession éventuelle de titres en autocontrôle est imputé directement en capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus- ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

### 3.6.6 Honoraires des commissaires aux comptes

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024	Honoraires facturés au titre du contrôle légal	Honoraires à des prestations mentionnées au §II de l'article L.822-11
Deloitte	104	96	104	
BCRH	32	22	32	
Autres		10		
<b>TOTAL Honoraires des CAC</b>	<b>136</b>	<b>127</b>	<b>136</b>	

## 4 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

BCRH & Associés  
(Membre de PKF Arsilon)

3, rue d'Héliopolis

75017 PARIS

SARL au capital de 1 300 000 €

490 092 574 RCS Paris

Société de commissariat aux comptes inscrite à la  
Compagnie Régionale de Paris

Deloitte & Associés

6, place de la Pyramide

92908 Paris-La Défense Cedex

S.A.S. au capital de 2 201 424 €

572 028 041 RCS Nanterre

Société de Commissariat aux Comptes inscrite à  
la Compagnie Régionale de Versailles et du  
Centre

## IT LINK

Société anonyme

67 AVENUE DE FONTAINEBLEAU

94270 LE KREMLIN-BICETRE

---

### Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

---

À l'assemblée générale de la société IT LINK

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société IT LINK relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

### **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthode comptable relatif aux incidences de la première application du règlement ANC n° 2022-06 décrit dans la note n°2 « Règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Évaluation des titres de participation**

Les titres de participations sont évalués selon les modalités présentées dans la note 5.3.2.3. « Immobilisations financières » de l'annexe aux comptes annuels. Nous avons procédé à l'appréciation des modalités retenues par la société pour estimer la valeur d'utilité des titres de participation, vérifié sa correcte application et nous nous sommes assurés du caractère approprié des informations fournies en annexe aux comptes annuels.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

**Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

### Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris et Paris-La-Défense, le 30 avril 2026

Les commissaires aux comptes

BCRH & Associés  
(membres de PKF Arsilon)

Deloitte & Associés

Paul GAUTEUR

Benjamin HARROCH

## 5 Comptes sociaux IT Link SA au 31 décembre 2025

### 5.1 Bilan

<b>Actif</b> (en milliers d'euros)	<b>Notes</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Immobilisations incorporelles	5.3.3.1.		
Immobilisations corporelles	5.3.3.2.		4
Immobilisations financières	5.3.3.3.	18 494	13 917
<b>Actif immobilisé</b>		<b>18 494</b>	<b>13 920</b>
Clients et comptes rattachés	5.3.3.4.		
Autres créances	5.3.3.4.	1 948	5 809
Valeurs mobilières de placement	5.3.3.5.	304	860
Disponibilités	5.3.3.5.	2 252	6 669
<b>Actif circulant</b>			
<b>Comptes de régularisation</b>		<b>34</b>	<b>37</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>20 781</b>	<b>20 625</b>

<b>Capitaux propres et passif</b> (en milliers d'euros)	<b>Notes</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Capital social		882	882
Prime d'émission		1 481	1 481
Réserve légale		88	88
Report à nouveau		5 285	4 674
Résultat de l'exercice		2 497	1 468
Provisions réglementées		67	42
<b>Capitaux propres</b>	<b>5.3.3.6.</b>	<b>10 300</b>	<b>8 635</b>
<b>Provisions pour Risques et Charges</b>	<b>5.3.3.7.</b>		
Emprunts et dettes auprès Ets. de crédits	5.3.3.8.	4 016	5 002
Emprunts et dettes financières	5.3.3.8.	6 121	6 481
Fournisseurs et comptes rattachés	5.3.3.10.	345	508
Dettes fiscales et sociales	5.3.3.10.		1
<b>Dettes</b>		<b>10 482</b>	<b>11 991</b>
<b>Comptes de régularisation</b>			
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIF</b>		<b>20 781</b>	<b>20 625</b>

## 5.2 Compte de résultat

(en milliers d'euros)	Notes	2025	2024
<b>Chiffre d'Affaires</b>	<b>5.3.3.12</b>		
Reprises et transferts de charges	5.3.3.13		
Autres produits		3	
<b>Produits d'exploitation</b>		<b>3</b>	
Achats et autres services externes		(671)	(431)
Charges de personnel	5.3.3.14	(2)	
Impôts et taxes		(3)	(3)
Dotations aux amortissements et provisions		(13)	(2)
Autres charges		(19)	(32)
<b>Charges d'exploitation</b>		<b>(708)</b>	<b>(467)</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>(705)</b>	<b>(467)</b>
Produits financiers		3 242	2 287
Charges financières		(237)	(201)
<b>Résultat financier</b>	<b>5.3.3.15</b>	<b>3 005</b>	<b>2 086</b>
Produits exceptionnels			41
Charges exceptionnelles		(25)	(346)
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>5.3.3.16</b>	<b>(25)</b>	<b>(305)</b>
Impôt sur les bénéfices	5.3.3.17	221	154
Participation des salariés			
<b>Résultat net</b>		<b>2 497</b>	<b>1 468</b>

## 5.3 Annexes aux comptes annuels

### 5.3.1 Note 1 Description des faits marquants

#### 5.3.1.1 Faits majeurs de l'exercice

- **Opérations relatives à la filiale Ciao : Complément de prix et renforcement des fonds propres**

- **Paiement du complément de prix (Earn-out) :**

Conformément aux dispositions du protocole d'accord conclu lors de l'acquisition de la société **Ciao**, un complément de prix a été liquidé au cours de l'exercice.

Ce versement, intervenu en novembre 2025, est assis sur les performances réalisées par la filiale sur la période allant du 1er avril au 30 septembre 2025. Pour rappel, cette période correspondait au calendrier fiscal historique de la société Ciao (clôture au 31 mars) avant son intégration.

Le montant de ce "Earn-out" s'élève à 212,37 K€

- **Conversion de créance en capital :**

En date du 10 décembre 2025, une opération de restructuration financière a été réalisée par la conversion d'une partie de la créance détenue par IT LINK sur sa filiale CIAO. Aux termes de ce contrat de conversion, une créance de 5 795 K \$ (soit une contre-valeur de 3 954 k€) a été remboursée par la société Ciao Technologies Inc. via l'émission de 5 795 345 actions de catégorie « A ». Cette opération explique l'augmentation significative du poste « Capital-actions » de la filiale au 31 décembre 2025.

- **Acquisition de la société RADÈS : Complément de prix « Business »**

En application des clauses du protocole d'accord d'acquisition, un complément de prix (Earn-out) lié aux performances commerciales (« Business ») a été liquidé au titre du second semestre 2024. Le versement correspondant, d'un montant de 286,54 K€, est intervenu à la fin du mois de mars 2025

- **Distribution de Dividende 2024**

Le 8 juillet 2025, IT Link SA a procédé au paiement d'un dividende de 0,50€ par action éligible au 26 juin 2025 (date de l'Assemblée Générale), soit un montant de 853 k€.

#### 5.3.1.2 Activité au cours de l'exercice

IT Link assure une activité de holding animatrice pour l'ensemble des filiales du groupe. A ce titre elle réalise la gestion du portefeuille de participations, la conduite de la politique stratégique et le contrôle des filiales, ainsi que la fourniture de services administratifs.

Les coûts liés à la gestion de la cotation du groupe restent à la charge de la holding.

#### 5.3.1.3 Événements postérieurs à la clôture

Néant

#### 5.3.1.4 Événements postérieurs à la date d'arrêt des comptes

Néant

### 5.3.2 Note 2 Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ont été établis conformément au Plan Comptable Général adopté par le règlement ANC 2016-07 homologué par arrêté du 26 décembre 2016 et aux principes généralement admis.

Ces annexes font partie intégrante des comptes annuels clos au 31 Décembre 2025, faisant ressortir un total bilan de 20.781€ et un bénéfice de 2.497 k€.

Changement de réglementation comptable :

La première application du règlement ANC n°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers constitue un changement méthode comptable au sens de l'article L.123-17 du Code de commerce.

S'agissant d'un changement de réglementation comptable au sens de l'article 122-1 du PCG, il n'a pas à être justifié.

Les modalités de mise en œuvre, notamment celles relatives à la première application, figurent à l'article 27 dudit règlement, qui précise que :

- Les dispositions du présent règlement s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.
- Lors du premier exercice d'application, les entités présentent le bilan et le compte de résultat conformément aux modèles figurant dans le présent règlement.
- Le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent l'exercice de première application sont présentés selon ces modèles, le cas échéant, en procédant à des reclassements.

Les principales incidences de cette première application concernent :

- la nouvelle définition du résultat exceptionnel ;
- la suppression de la technique des transferts de charges ;
- la modification des modèles de présentation du bilan et du compte de résultat.

L'impact sur les principaux postes concernés par ce changement de réglementation est présenté ci-après.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales de présentation et d'établissement des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

#### **5.3.2.1 Immobilisations Incorporelles**

A leur date d'entrée dans le patrimoine, les immobilisations incorporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, à l'exception des intérêts d'emprunt).

Les immobilisations incorporelles sont amorties selon le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à leur durée d'utilisation prévue.

#### **5.3.2.2 Immobilisations Corporelles**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition (prix d'achat majoré des frais accessoires).

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire appliqué à la durée d'utilisation estimée. Les durées moyennes d'amortissement retenues pour les principaux types d'immobilisations sont les suivantes :

- Agencements, aménagements divers : 8 à 10 ans
- Matériel de transport : 5 ans
- Matériel de bureau et informatique : 3 à 5 ans
- Mobilier : 8 à 10 ans

#### **5.3.2.3 Immobilisations Financières**

Les titres figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou à leur valeur actuelle si celle-ci est inférieure.

Au 31 décembre 2025, IT Link détient les titres mentionnés dans cette annexe.

Les autres immobilisations financières figurent également au bilan à leur coût d'acquisition ou à leur valeur actuelle si celle-ci est inférieure.

Pour les sociétés acquises, le prix d'acquisition des titres est en fonction de la valeur des parts de marché et/ou des technologies achetées, appréciées en fonction des chiffres d'affaires et des cash-flows prévisionnels. La valeur actuelle est examinée en fonction de l'évolution de ces paramètres depuis l'acquisition ainsi que de la situation nette.

Pour les sociétés créées, la valeur des titres est fonction de la prise de participation dans le capital. La valeur actuelle de ces sociétés est fonction de la situation nette, et si besoin est, déprécié à hauteur de celle-ci si elle est négative.

#### **5.3.2.4 Actions auto-détenues**

Les actions propres acquises par la société sont comptabilisées en immobilisations financières pour les actions auto détenues dans le cadre d'un contrat de liquidité.

Elles font l'objet d'une dépréciation si la valeur d'inventaire (cours moyen de bourse du dernier mois avant la clôture de l'exercice) devient inférieure à la valeur comptable

Les actions propres lorsqu'elles sont rachetées en vue d'être attribuées aux salariés dans le cadre d'attribution gratuite d'actions sont comptabilisées en valeurs mobilières de placement.

Elles ne font pas l'objet d'une provision pour dépréciation mais d'une provision pour « couvrir » la sortie de ressources sans contrepartie équivalente attendue de la part des bénéficiaires enregistrée en provision pour risques et charges.

#### **5.3.2.5 Evaluation des créances et dettes**

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu, en fonction du risque encouru.

Les transactions réalisées en devises étrangères sont converties au cours des devises à la date des transactions. Les soldes de ces transactions sont convertis au cours des devises au 31.12.2025 et les écarts de conversion nécessaires sont constatés. Les pertes éventuelles résultant de la conversion des soldes au cours du 31.12.2025 sont portées au compte de résultat via une provision pour risque de change.

#### **5.3.2.6 Provisions pour risques et charges**

Ces provisions sont destinées à couvrir des risques et des charges que des événements survenus au cours de l'exercice rendent probables. Leur réalisation, leur échéance et leur montant sont incertains mais néanmoins estimables.

#### **5.3.2.7 Dettes financières**

Les emprunts et autres passifs financiers sont enregistrés à leur valeur nominale de remboursement, y compris intérêts courus non échus

#### **5.3.2.8 Frais d'émission d'emprunts**

Les frais d'émission des emprunts, commissions et frais liés aux crédits bancaires sont comptabilisés à l'actif en charges à répartir et étalés linéairement sur la durée de vie de l'élément auxquels ils se rattachent.

#### **5.3.2.9 Chiffre d'affaires**

La reconnaissance du chiffre d'affaires s'effectue comme suit :

- Refacturations de frais engagés pour le compte des filiales.

#### **5.3.2.10 Impôt sur les sociétés**

IT LINK SA (société intégrante) et certaines de ses filiales se sont placées sous le régime de l'intégration fiscale. Chacune des sociétés calcule et comptabilise sa charge d'impôt comme si la société était indépendante d'un point de vue fiscal. L'impôt exigible éventuellement comptabilisé correspond à l'impôt que la société aurait dû payer si elle avait été imposée séparément.

L'économie d'impôt résultant de l'application du régime de fiscalité de groupe, égale à la différence entre la somme des impôts payés par les sociétés intégrées à la société intégrante et l'impôt calculé sur le résultat d'ensemble et qui sera effectivement versé au Trésor Public par la société intégrante sera définitivement acquis à la société intégrante

**5.3.2.11 Rémunérations allouées aux dirigeants et jetons de présence**

Aucune somme n'a été allouée à la rémunération des dirigeants au cours de l'année 2025, les dirigeants étant rémunérés sur la filiale opérationnelle IT Link France SAS.

Les jetons de présence versés aux administrateurs de la Société au cours de l'exercice 2025 s'élèvent à 16.928 €.

**5.3.2.12 Composition du capital social :**

Le capital social est composé de 1.736.000 actions pour un montant global de 882.173 €.

La répartition du capital est la suivante au 31/12/2025 :

Actionnaires	31/12/2025	
	Nombre d'actions	% du capital
Dirigeants- actionnaires	521 891	30,06%
<i>Famille Robert Zribi</i>	249 028	14,345%
<i>Michel ZRIBI</i>	126 627	7,294%
<i>Claude ZRIBI</i>	96 345	5,550%
<i>Eric Guillard</i>	30 183	1,739%
<i>Matthieu GIRARD</i>	3 335	0,192%
<i>Nicolas Roux</i>	16 373	0,943%
Auto détention	38 467	2,2%
Public	1 175 642	67,7%
<b>Total</b>	<b>1 736 000</b>	<b>100,0%</b>

**5.3.2.13 Identité entité consolidante :**

IT LINK SA est l'entité consolidante du Groupe incluant les filiales telles que mentionnées en 5.3.3.3.

### 5.3.3 Note 3 Compléments d'informations relatifs aux états financiers

#### 5.3.3.1 Immobilisations incorporelles

##### - Variation de la valeur brute

(en milliers d'euros)	Frais de publicité	Licences, logiciels et autres droits	Total
<b>Valeur brute au 1er janvier 2024</b>		<b>2</b>	<b>2</b>
Acquisitions et développements internes			
Cessions et mises au rebut			
Autres mouvements			
<b>Valeur brute au 31 décembre 2024</b>			
Acquisitions et développements internes			
Cessions et mises au rebut			
Autres mouvements			
<b>Valeur brute au 31 décembre 2025</b>			

##### - Variation des amortissements et dépréciations

(en milliers d'euros)	Frais de publicité	Licences, logiciels et autres droits	Total
<b>Amortissements et dépréciations au 1er janvier 2024</b>			
Amortissements de l'exercice			
Cessions et mises au rebut			
Pertes de valeur, nettes de reprises			
Autres mouvements			
<b>Amortissements et dépréciations au 31 décembre 2024</b>			
Amortissements de l'exercice			
Cessions et mises au rebut			
Pertes de valeur, nettes de reprises			
Autres mouvements			
<b>Amortissements et dépréciations au 31 décembre 2025</b>			

## 5.3.3.2 Immobilisations corporelles

## – Variation de la valeur brute

(en milliers d'euros)	Terrains constructions et agencements	Matériels et autres immobilisations	Total
<b>Valeur brute au 1er janvier 2024</b>		<b>14</b>	<b>14</b>
Acquisitions			
Cessions et mises au rebut			
Autres mouvements			
<b>Valeur brute au 31 décembre 2024</b>		<b>14</b>	<b>14</b>
Acquisitions			
Cessions et mises au rebut		(14)	(14)
Autres mouvements			
<b>Valeur brute au 31 décembre 2025</b>			

## – Variation des amortissements et dépréciations

(en milliers d'euros)	Terrains constructions et agencements	Matériels et autres immobilisations	Total
<b>Amortissements et dépréciations au 1er janvier 2024</b>		<b>9</b>	<b>9</b>
Amortissements de l'exercice		2	2
Cessions et mises au rebut			
Pertes de valeur, nettes de reprises			
Autres mouvements			
<b>Amortissements et dépréciations au 31 décembre 2024</b>		<b>11</b>	<b>11</b>
Amortissements de l'exercice		(11)	(11)
Cessions et mises au rebut			
Pertes de valeur, nettes de reprises			
Autres mouvements			
<b>Amortissements et dépréciations au 31 décembre 2025</b>			

## 5.3.3.3 Immobilisations financières

## – Variation

(en milliers d'euros)	Participation	Dépôts et cautionnements	Prêts et autres immobilisations	Total
<b>Valeur brute au 1er janvier 2024</b>	<b>13 659</b>	<b>137</b>	<b>268</b>	<b>14 064</b>
Acquisitions	184			184
Cessions et mises au rebut				
Autres mouvements			85	85
<b>Valeur brute au 31 décembre 2024</b>	<b>13 843</b>	<b>137</b>	<b>353</b>	<b>14 333</b>
Acquisitions	3 955			3 955
Cessions et mises au rebut				
Autres mouvements			650	650
<b>Valeur brute au 31 décembre 2025</b>	<b>17 798</b>	<b>137</b>	<b>1 003</b>	<b>18 938</b>
Provision pour dépréciation	(444)			(444)
<b>Valeur nette au 31 décembre 2025</b>	<b>17 354</b>	<b>137</b>	<b>1 003</b>	<b>18 494</b>

Participations et créances rattachées Les mouvements de l'exercice sur les titres de participation sont marqués par les opérations suivantes :

Conversion de créance (Filiale Canadienne) : En date du 10 décembre 2025, la société IT LINK a procédé à la conversion d'une partie de sa créance sur sa filiale Ciao Technologies Inc., pour un montant de 5 795 k\$ (soit 3 955 k€), en actions de catégorie « A » du capital-actions de la Société.

Frais d'acquisition : Les frais d'acquisition relatifs aux sociétés CIAO et RADÈS ont été activés pour un montant global de 123 k€.

Autres mouvements : cette rubrique est principalement composée des éléments suivants :

Actions propres et liquidité : Les actions auto-détenues s'élèvent à 168 k€ et le contrat de liquidité à 797 k€.

Dépôts et cautionnements : Ils incluent notamment un dépôt de garantie de 137 k€ lié à l'emprunt contracté auprès de la BPI.

Provisions pour dépréciation Conformément à l'analyse de la situation nette et des perspectives de rentabilité des filiales :

Une dotation pour dépréciation de 21,79 k€ a été comptabilisée sur les titres de la filiale IT Link Germany, sur la base de son résultat net. Soit un montant global des provisions sur titres pour un global de 444 k€ au 31 décembre 2025.

– **Détail des participations**

	Capital	Quote part du capital détenu	Capitaux propres avant affectation du résultat	Chiffre d'affaires	Valeur brutes des titres Brut	Dépréciation des titres	Valeur brutes des titres nette	Résultat de l'exercice
<i>(en milliers d'euros)</i>								
IT LINK France SAS	328	100%	18 673	68 435	1 634		1 634	2 433
IT LINK Benelux Sprl	159	99%	228	4 596	157		157	103
NRX SAS	150	100%	631	5 270	1 097		1 097	366
Accélérateur d'Innovation Inc	307	100%	504	1 678	332		332	162
IT LINK Germany Gmbh	25	100%	17		445	(444)	1	(11)
Accélérateur d'Innovation Maroc	9	100%	748	2 109	10		10	174
Radès	10	100%	1 310	4 568	10 081		10 081	384
CIAO	3602	100%	3 972	8 133	3 955		3 955	(3)
<b>Total</b>			<b>26 083</b>	<b>94 789</b>	<b>17 711</b>	<b>(444)</b>	<b>17 267</b>	<b>3 608</b>

5.3.3.4 **Echéance des créances**– **Echéancier au 31 décembre 2024**

	Solde comptable	< 1 an	> 1 an
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Autres immobilisations financières	966		966
Dépôt de garantie	137		137
<b>Total actif immobilisé</b>	<b>1 103</b>		<b>1 103</b>
Clients et comptes rattachés			
Organismes sociaux et fiscaux	1 249	1 249	
Groupe et associés	700		700
Débiteurs divers			
<b>Total actif circulant</b>	<b>1 949</b>	<b>1 249</b>	<b>700</b>
Comptes de régularisation	35	35	
<b>Total général</b>	<b>3 086</b>	<b>1 283</b>	<b>1 803</b>
Provision pour dépréciation			

5.3.3.5 **Trésorerie**– **Actifs au 31 décembre 2024**

	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Actions destinées à la distribution aux salariés	578		578
Disponibilités	281		281
<b>Total Trésorerie</b>	<b>859</b>		<b>859</b>

## - Actifs au 31 décembre 2025

(en milliers d'euros)	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Actions destinées à la distribution aux salariés			
Disponibilités	304		304
<b>Total Trésorerie</b>	<b>304</b>		<b>304</b>

## 5.3.3.6 Variation des Capitaux Propres

(en milliers d'euros)	Capital social	Prime d'émission	Réserve légale	Report à nouveau et résultat de l'exercice	Total
<b>Au 1er janvier 2024</b>	<b>882</b>	<b>1 481</b>	<b>88</b>	<b>5 265</b>	<b>7 716</b>
Résultat net de l'exercice				1 468	1 468
Diminution du capital					
Distribution de dividendes				(592)	(592)
Autres mouvements					
<b>Au 31 décembre 2024</b>	<b>882</b>	<b>1 481</b>	<b>88</b>	<b>6 141</b>	<b>8 592</b>
Résultat net de l'exercice				2 497	2 497
Diminution du capital					
Distribution de dividendes				(853)	(853)
Autres mouvements				(5)	(5)
<b>Au 31 décembre 2025</b>	<b>882</b>	<b>1 481</b>	<b>88</b>	<b>7 780</b>	<b>10 231</b>

Le capital social est composé de 1.736.000 actions, entièrement libérées.

## 5.3.3.7 Provisions pour risques

Néant

## 5.3.3.8 Dettes Financières

## - Ventilation au 31 décembre 2024

(en milliers d'euros)	Solde comptable	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Emprunts et dettes auprès Ets. de crédits	5 002	960	4 042	
Dépôts et cautionnements reçus				
Autres dettes financières	6 481	537	5 944	
<b>Total dettes financières</b>	<b>11 483</b>	<b>1 497</b>	<b>9 986</b>	

## - Ventilation au 31 décembre 2025

(en milliers d'euros)	Solde comptable	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Emprunts et dettes auprès Ets. de crédits	4 016	975	3 039	
Dépôts et cautionnements reçus				
Autres dettes financières	6 120	631	5 489	
<b>Total dettes financières</b>	<b>10 136</b>	<b>1 606</b>	<b>8 528</b>	

**5.3.3.9 Engagements hors bilan**

(en milliers d'euros)	2025	2024
Nantissement des titres RADèS	3 000	3 000
<b>Total engagements donnés</b>	<b>3 000</b>	<b>3 000</b>
Découvert autorisé SG	50	50
<b>Total engagements reçus</b>	<b>50</b>	<b>50</b>

**5.3.3.10 Echéance des dettes non financières****- Ventilation au 31 décembre 2024**

(en milliers d'euros)	Solde comptable	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	508	325	183	
Dettes fiscales et sociales	1	1		
<b>Total dettes</b>	<b>508</b>	<b>325</b>	<b>183</b>	

**- Ventilation au 31 décembre 2025**

(en milliers d'euros)	Solde comptable	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	345	345		
Dettes fiscales et sociales	1	1		
<b>Total dettes</b>	<b>346</b>	<b>346</b>		

**5.3.3.11 Charges à Payer et Produits à Recevoir****- Ventilation au 31 décembre 2025**

(en milliers d'euros)	Charges	Produits
Factures non parvenues/non établies	81	
Avoir à émettre/à recevoir		
Provisions sociales		
Organismes sociaux à payer/à recevoir		
Etat à payer/à recevoir		
<b>Total</b>	<b>81</b>	

**5.3.3.12 Analyse du Chiffre d'Affaires**

(en milliers d'euros)	2025	2024
Ventes de marchandises		
Prestations de services		
<b>Total chiffre d'affaires</b>		

**5.3.3.13 Subventions d'Exploitation, Reprises de Provision et Transferts de Charges**

Néant.

**5.3.3.14 Charges de Personnel**

Néant

**5.3.3.15 Résultat Financier**

(en milliers d'euros)	2025		2024	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Intérêts sur emprunts/prêts	177	14	201	26
Produits de participations		3 219		1 978
Dotations, Reprises sur provisions	22			284
Autres	38	10		
<b>Total</b>	<b>237</b>	<b>3 242</b>	<b>201</b>	<b>2 288</b>

**5.3.3.16 Résultat Exceptionnel**

(en milliers d'euros)	2025		2024	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Opérations sur capital			321	
Cessions d'immobilisations				
Dotations, Reprises sur provisions	22		25	
Autres				41
<b>Total</b>	<b>22</b>		<b>346</b>	<b>41</b>

Les dotations de l'exercice concernent principalement la dépréciation des titres de la filiale allemande pour un montant de 22 k€. Cette provision a été comptabilisée afin d'ajuster la valeur comptable des titres à la valeur d'utilité, déterminée sur la base de la situation nette de cette filiale.

**5.3.3.17 Impôt sur les Bénéfices**

(en milliers d'euros)	2025	2024
Impôt exigible	221	154
<b>Total</b>	<b>221</b>	<b>154</b>

Les charges d'impôt sont supportées par les sociétés intégrées (IT LINK SA, IT LINK France, NRX et RADÈS) comme en l'absence d'intégration fiscale.

La charge est calculée sur leur résultat propre après imputation des déficits antérieurs.

Les économies réalisées par le groupe grâce aux déficits sont conservées chez la société mère et sont considérées comme un gain immédiat de l'exercice. Au titre de l'exercice où les sociétés redeviendront bénéficiaires, la société mère supportera alors une charge d'impôt.

Les économies réalisées par le groupe non liées aux déficits sont également conservées chez la société mère et sont également constatées en produits.

Le résultat fiscal d'ensemble du groupe d'intégration fiscale est positif de 885 K€ pour l'année 2025 (3.922 K€ pour l'année 2024).

**5.3.3.18 Situation Fiscale Différée****- Impôt payé d'avance**

(en milliers d'euros)	2025	2024
Participation des salariés		
Contribution Sociale de Solidarité		
Autres		
<b>Total Base</b>		
Taux d'impôt	25,0%	25,0%
<b>Allègement de la dette future d'impôt</b>		
Déficit reportable	13 790	13 790
Moins-values à long terme		

**- Impôt non comptabilisé**

(en milliers d'euros)	2025	2024
Charges à répartir		
Provisions réglementées		
Autres		
<b>Total Base</b>		
Taux d'impôt	25,0%	25,0%
<b>Accroissement de la dette future d'impôt</b>		

**5.3.3.19 Entreprises liées**

Une entreprise est considérée comme liée à une autre lorsqu'elle est susceptible d'être incluse par intégration globale dans un même ensemble consolidé.

Nous vous signalons que la société n'a pas effectué de transactions significatives avec des parties liées, qui n'auraient pas été conclues à des conditions normales du marché.

## 6 Rapport de gestion et rapport du conseil d'administration

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Mixte conformément aux dispositions de la loi et des statuts de notre société pour vous rendre compte de l'activité, des résultats et de la gestion de notre Société ainsi que de notre Groupe durant l'exercice clos le 31 décembre 2025 et pour soumettre à votre approbation les comptes annuels et les comptes consolidés dudit exercice.

Le présent rapport présente une analyse objective et exhaustive de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société, notamment de sa situation d'endettement. Il vient également préciser les informations liées au fonctionnement des organes d'administration et de direction de la Société, ainsi que les indicateurs sur la responsabilité environnementale et en matière du personnel.

Les rapports des Commissaires aux comptes et du Comité d'audit, le rapport de gestion, les comptes annuels et autres documents s'y rapportant ont été mis à votre disposition au siège social dans les conditions et délais prévus par la loi, afin que vous puissiez en prendre connaissance.

*Éric Guillard*

*Président du Conseil d'administration*

## 6.1 Première partie : Analyse objective et exhaustive de la marche des affaires

### 6.1.1 Présentation du Groupe

Le groupe IT Link est une Entreprise de Services Numériques (ESN), accélérateur d'innovation pour de grands acteurs industriels et tertiaires. Spécialiste des systèmes connectés sur toute la chaîne de valeur « du capteur au cloud », IT Link offre une expertise unique dans 8 métiers :

- 1) Embedded : Capteurs, Actionneurs & intelligence Embarquée,
- 2) IOT : « Internet of Things » et Systèmes connectés industriels,
- 3) Safety & Security : Sûreté de fonctionnement et analyse de systèmes critiques,
- 4) Data Intelligence : Big Data scientifique et industrielle,
- 5) SI Business & Web : Systèmes d'information métiers et interface Web,
- 6) Mobile Apps : Applications mobiles connectées,
- 7) System Engineering : conseil et stratégie en ingénierie des systèmes connectés et du digital industriel,
- 8) Change : conduite du changement, co-construction et nouvelles expériences utilisateurs.

IT Link propose à ses clients 5 modes d'intervention :

- 1) Expert sur demande, pour les prestations d'assistance et d'expertise technique au sein des équipes du client,
- 2) Conseil et Direction de projets, pour les prestations d'AMOE, d'AMOA, d'audit....
- 3) Centres de Services, pour les prestations à engagement de productivité (à unités d'œuvre),
- 4) Forfaits « clés en main », pour les projets à engagement de résultats (coûts, qualités, délais),
- 5) Solutions, pour les projets d'intégration de produits (Google, Astao, HeroDot, MindBreeze, Cosmian ...).

Le Groupe est composé de 9 entités : la holding (IT LINK SA) et ses 8 filiales opérationnelles implantées en France (IT Link France ; NRX ; RADES) et à l'étranger (Accélérateur d'Innovation Maroc ; IT Link Benelux ; IT Link Germany ; Accélérateur d'Innovation Inc. et Ciao technologies Inc. au Canada).

#### 6.1.1.1 Faits marquants de 2025

##### - Distribution de Dividende 2024

Le 8 juillet 2025, IT Link SA a procédé au paiement d'un dividende de 0,50€ par action éligible au 26 juin (date de l'Assemblée Générale), soit un montant de 853k€.

##### - Evolution de la gouvernance au cours de l'exercice 2025

L'exercice a été marqué par deux évolutions majeures au sein des organes de direction et d'administration de la société :

#### Changement de Direction Générale

À compter du 1er octobre 2025, la société a opté pour la dissociation des fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général.

- **Monsieur Eric GUILLARD**, ancien Président-Directeur Général, a fait valoir ses droits à la retraite et a quitté ses fonctions exécutives le 30 septembre 2025. Il conserve toutefois la Présidence du Conseil d'Administration.

- **Monsieur Matthieu GIRARD**, précédemment Directeur Général Adjoint, a été nommé Directeur Général par le Conseil d'Administration du 19 juin 2025, avec une prise de fonction effective au 1er octobre 2025.

### **Évolution du Conseil d'Administration**

Le Conseil d'Administration a pris acte de la démission de **Madame Claire ZRIBI** de son mandat d'administratrice.

Pour lui succéder, le Conseil a décidé la cooptation de **Madame Hauteclaire LULIN** en qualité d'administratrice indépendante, avec effet au 19 novembre 2025. Cette cooptation sera soumise à la ratification de la prochaine Assemblée Générale.

Cette nomination vise à renforcer l'expertise du Conseil dans le cadre du plan stratégique **SYNERGIES 2028**. Le Conseil a par ailleurs confirmé l'indépendance de Mme LULIN au regard des critères du code Middledenext.

#### **6.1.1.2 Événements post-clôture**

Néant

### **6.1.2 Présentation de l'activité**

#### **6.1.2.1 Présentation des sociétés du Groupe**

##### **- IT LINK (SA)**

IT LINK est la société mère du Groupe. Elle exerce une activité mixte de holding financière et d'animation du Groupe depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2000. Elle réalise des prestations de support pour les sociétés opérationnelles et gère également la cotation de ses propres titres et la communication financière.

##### **- IT LINK France (SAS)**

La filiale a changé de forme juridique le 30/06/2021. Elle est désormais devenue une Société par Actions Simplifiées (auparavant elle était une Société Anonyme).

Filiale opérationnelle dans le domaine des prestations de services informatiques (spécialisation en conseil et assistance technique dans les domaines de l'électronique et informatique embarquées), implantée en région parisienne, dans l'Ouest et dans l'Est de la France. Détenue à 100% par IT LINK.

##### **- NRX (S.A.S.U)**

Filiale opérationnelle de Services Numériques, capable de proposer le déploiement à grande échelle des technologies et produits Google Enterprise, RingCentral et MindBreeze auprès des acteurs des secteurs industriels et tertiaires en quête de productivité et d'innovation. Détenue à 100% par IT LINK.

##### **- IT LINK BENELUX (S.P.R.L)**

Filiale opérationnelle dans le domaine des prestations de services informatiques, créée en avril 2013 et implantée à Bruxelles. Cette société est chargée du développement du Nord de l'Europe. Détenue à 100% par IT LINK.

##### **- ACCÉLÉRATEUR D'INNOVATION INC**

Filiale opérationnelle dans les prestations informatiques, créée en mars 2016 et implantée à Montréal (Québec) et chargée du développement Nord-Américain. Détenue à 100% par IT LINK.

**- IT LINK GERMANY (GmbH)**

Filiale opérationnelle dans le conseil et les technologies digitales, créée en avril 2016 et implantée à Cologne. Chargée du développement en Allemagne, détenue à 100% par IT LINK. Depuis la fin de l'année 2017, l'activité de la filiale allemande est en suspens et n'emploie plus de salarié.

**- ACCELERATEUR D'INNOVATION MAROC**

Filiale opérationnelle dans le domaine des prestations de services informatiques, créée le 1<sup>er</sup> janvier 2021 et implantée à Casablanca. Détenue à 100% par IT LINK.

**- RADÈS (S.A.S)**

Le 28 décembre 2022, RADÈS rejoint le Groupe IT Link en tant qu'experte de la supervision et de l'excellence opérationnelle dans les domaines Banque-Finance-Assurance. Détenue à 100% par IT LINK.

**- Ciao Technologies Inc.**

Le 9 janvier 2024, Ciao rejoint le Groupe IT Link en tant que spécialiste dans le domaine de l'accessibilité web et numérique. Basée à Québec, elle renforce ainsi la présence du groupe en Amérique du Nord.

Elle est détenue à 100% par IT LINK.

**6.1.2.1.1 Activité des filiales françaises****- IT Link France**

(en milliers d'euros)	2025	2024
Chiffre d'affaires	68 435	64 065
Résultat d'exploitation	2 036	3 291
en % du chiffre d'affaires	3,0%	5,1%
Impôts sur les bénéfices	448	92
Participation	(55)	(463)
Résultat net	2 433	2 941

**Chiffre d'affaires et activité**

Au cours de l'exercice 2025, le chiffre d'affaires d'IT Link France a progressé de 4,4 M€. Cette évolution est quasi exclusivement portée par la refacturation, sans marge, des prestations réalisées par nos deux partenaires dans le cadre du Groupement Momentané d'Entreprises (GME), pour un montant de 4,2 M€. Retraité de cet élément technique, l'activité de la société présente une stabilité par rapport à l'exercice 2024.

**Analyse des résultats**

Le résultat d'exploitation s'établit à 2 036 K€, contre 3 291 K€ en 2024, reflétant une contraction de la rentabilité opérationnelle sur la période.

Le résultat net de l'exercice 2025 ressort positif à 2 433 K€ (contre 2 941 K€ en 2024). Ce résultat intègre notamment :

- Une charge de participation des salariés de (52) K€ ;
- Une charge d'impôt sur les bénéfices qui, nette du Crédit d'Impôt Recherche (CIR), génère un produit net de 452 K€.

**- NRX**

(en milliers d'euros)	2025	2024
Chiffre d'affaires	5 270	5 710
Résultat d'exploitation	458	800
en % du chiffre d'affaires	8,7%	14,0%
Impôts sur les bénéfices	120	(209)
Résultat net	366	631

**Analyse du Chiffre d'affaires**

La société NRX a enregistré un retrait de son activité au cours de l'exercice 2025. Le chiffre d'affaires s'établit ainsi à 5 270 K€, soit une baisse de 7,8 % par rapport à l'exercice précédent.

**Indicateurs de rentabilité**

Cette contraction de l'activité a pesé sur les marges de la société :

- Le résultat d'exploitation s'élève à 458 K€, contre 800 K€ en 2024.

Le résultat net ressort à 366 K€, contre un profit de 631 K€ lors de l'exercice précédent.

**- RADES**

(en milliers d'euros)	2025	2024
Chiffre d'affaires	4 568	4 694
Résultat d'exploitation	355	646
en % du chiffre d'affaires	7,8%	13,8%
Impôts sur les bénéfices	5	(172)
Résultat net	384	516

**Dynamique d'activité**

Au titre de l'exercice 2025, la société RADÈS enregistre un chiffre d'affaires en léger retrait de 2,7 % par rapport à l'année précédente.

**Performance opérationnelle et financière**

Le résultat d'exploitation s'établit à 355 K€, contre 646 K€ en 2024, reflétant une baisse de la rentabilité opérationnelle sur la période.

Le résultat net de l'exercice demeure positif à 384 K€ (contre 516 K€ en 2024). Cette performance nette est notamment soutenue par :

- Une charge d'impôt sur les bénéfices de 95 K€ ;

L'obtention d'un Crédit d'Impôt Recherche (CIR) pour un montant de 100 K€, une première pour la société qui vient ainsi compenser la charge fiscale de l'exercice.

**6.1.2.1.2 Activité des filiales étrangères****– IT Link Benelux**

(en milliers d'euros)	2025	2024
Chiffre d'affaires	4 596	4 249
Résultat d'exploitation	256	315
en % du chiffre d'affaires	5,6%	7,4%
Impôts sur les bénéfices	(105)	(97)
Résultat net	1 033	163

**Croissance du Chiffre d'affaires**

La filiale IT Link Benelux affiche une dynamique de croissance soutenue au cours de l'exercice. Le chiffre d'affaires s'établit à 4 596 K€ contre 4 249 K€ en 2024, soit une progression de +8,17 %.

**Indicateurs de performance**

La rentabilité de la filiale se décompose comme suit :

- Le résultat d'exploitation s'élève à 256 K€ ;
- Le résultat net de l'exercice ressort positif à 103 K€.

**– Accélérateur d'innovation Inc. (Canada)**

(en milliers d'euros)	2025	2024
Chiffre d'affaires	1 677	1 531
Résultat d'exploitation	112	(29)
Résultat net	162	127

**Dynamique du chiffre d'affaires**

La filiale canadienne enregistre une croissance de son activité au cours de l'exercice 2025, avec un chiffre d'affaires s'établissant à 1 677 K€, contre 1 531 K€ en 2024.

**Rentabilité et impact des subventions**

Bien que le résultat d'exploitation s'élève à 112 K€, le résultat net affiche une progression soutenue de 27,6 %. Cette performance s'explique principalement par l'encaissement d'une subvention à hauteur de 114 K€, venant renforcer significativement le profit net de l'exercice.

**– IT Link Germany**

(en milliers d'euros)	2025	2024
Chiffre d'affaires		
Résultat d'exploitation	(11)	(11)
Résultat net	(11)	(11)

Société dont l'activité est en suspens depuis la fin de l'année 2017.

**– Accélérateur d'innovation Maroc**

(en milliers d'euros)	2025	2024
Chiffre d'affaires	2 109	1 927
Résultat d'exploitation	258	92
Résultat net	174	74

**Performance commerciale**

La filiale marocaine confirme sa dynamique de développement avec une hausse de son chiffre d'affaires de 9,5 %, portant celui-ci à 2 109 K€ au titre de l'exercice 2025.

**Forte progression des résultats**

L'exercice est marqué par une amélioration significative des indicateurs de rentabilité :

Le résultat d'exploitation connaît une progression notable, s'établissant à 258 K€ contre 92 K€ en 2024.

Le résultat net ressort à 174 K€, contre un profit de 74 K€ lors de l'exercice précédent, soit plus qu'un doublement de la performance nette.

**– Ciao Technologies Inc (Canada)**

(en milliers d'euros)	2024	2023
Chiffre d'affaires	8 119	NA
Résultat d'exploitation	298	NA
Résultat net	402	NA

**Périmètre et activité**

Intégrée au périmètre de consolidation du Groupe depuis le 9 janvier 2024, la société Ciao boucle son premier exercice complet en année civile. Le chiffre d'affaires s'établit à 8 132 K€ pour l'année 2025, affichant une stabilité par rapport à l'exercice précédent.

**Résultats et performance**

Malgré le maintien du niveau d'activité, la rentabilité de la filiale a été sous pression au cours de l'exercice :

Le résultat d'exploitation ressort à (50) K€.

Le résultat net s'établit, quant à lui, à un niveau proche de l'équilibre à (3) K€.

**6.1.2.2 Examen des comptes et résultats**

Les comptes sociaux ont été établis suivant les règles et méthodes d'établissement des comptes annuels, identiques à celles retenues pour les exercices précédents.

Les règles et méthodes comptables retenues pour les comptes consolidés du Groupe sont conformes aux modifications du référentiel IFRS et identiques à celles appliquées pour l'exercice 2024.

**6.1.2.2.1 Comptes sociaux IT LINK SA**

(en milliers d'euros)	2025	2024
Chiffre d'affaires		
Résultat d'exploitation	(705)	(467)
Résultat financier	3 006	2 086
Résultat net	2 497	1 468

Les coûts liés à la gestion de la cotation du Groupe et à la promotion de l'image du Groupe restent à la charge de la holding.

Elle a également perçu des dividendes de ses filiales IT LINK France, NRX et RADÈS à hauteur respectivement de 2.128 K€, de 591 K€ et 500 K€.

### 6.1.2.2 Comptes consolidés du Groupe

Les comptes consolidés intègrent les comptes de toutes les sociétés contrôlées, directement ou indirectement, par le Groupe au 31 décembre 2025.

La totalité des entités sont intégrées globalement.

(en milliers d'euros)	2025	2024
Chiffre d'affaires	82 566	82 676
EBIDTA*	6 275	7 627
en % du chiffre d'affaires	7,6%	9,2%
Résultat d'exploitation courant	4 662	6 098
en % du chiffre d'affaires	5,6%	7,4%
Résultat d'exploitation	4 063	5 995
en % du chiffre d'affaires	4,9%	7,3%
Résultat net	2 700	4 028
en % du chiffre d'affaires	3,3%	4,9%

Au titre de l'exercice 2025, le Groupe IT LINK a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 82.566 K€, stable par rapport à l'exercice 2024.

(\*) L'EBITDA désigne le résultat d'exploitation courant + dotations aux amortissements et dépréciations.

Contribution au chiffre d'affaires par pays :

(en milliers d'euros)	2025	2024
France	82,9%	83,5%
Belgique	5,5%	4,9%
Canada	11,6%	11,6%
<b>Total</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

La répartition de l'activité entre France et à l'international reste stable sur l'année.

L'EBIDTA s'élève à 6.274 K€ contre 7.627 K€ en 2024. Il représente 7,6% du chiffre d'affaires contre 9,2% en 2024.

Le résultat d'exploitation courant de la période ressort à 4.662 K€, comparé à 6.098 K€ pour l'exercice 2024. La marge courante s'élève à 5,6% du chiffre d'affaires comparé à 7,4% en 2024. Elle est en ligne avec les objectifs de la société.

Le coût de l'endettement financier reste faible à 0,35% du chiffre d'affaires (contre à 0,32% en 2024).

La charge d'impôt sur les sociétés s'élève à 924 K€ pour 2025, soit un taux égal à 25,5% du résultat avant impôt (vs 27% en 2024). Cette charge d'impôt inclut 113 K€ de CVAE.

Le résultat net consolidé du Groupe atteint 2.700 K€ en 2025 (contre 4.028 K€ en 2024) et représente 1,56 € par action contre 2,32 € en 2024.

### 6.1.2.3 Affectation du résultat opérationnel

Le résultat de la société IT LINK pour l'exercice 2025 faisant apparaître un résultat de 2.497 K€, nous vous proposons d'affecter celui-ci de la façon suivante :

- Résultat de l'exercice : 2.497 K€
- Report à nouveau des exercices précédents : 5.285 K€
- Soit un total de : 7.782 K€

Lequel sera réparti de la façon suivante :

- Dividende 868 K€

*(sur la base d'un dividende unitaire de 0,50 euro et d'un nombre d'actions de 1.736.000 actions, incluant les actions auto-détenues au 31 décembre 2025)*

Le compte « Report à nouveau » serait ainsi porté du solde créditeur de 7.782 K€ à un solde créditeur de 6.914 K€.

#### **6.1.2.4 Charges non déductibles fiscalement**

Il s'agit principalement de la participation, de la provision pour engagements de retraite et la contribution sociale de solidarité.

### **6.1.3 Perspectives**

#### **6.1.3.1 Perspectives de la société IT LINK**

La Société poursuivra son activité de holding animatrice et pilotera les projets du Groupe.

#### **6.1.3.2 Perspectives du Groupe**

##### **– Fin du plan Connex't'25**

A l'issue des 5 années du plan Connex't'25, le Groupe IT Link a su renforcer son leadership dans le domaine des systèmes connectés en s'appuyant sur un modèle de développement durable et engagé :

- Chiffre d'affaires en croissance de +68% sur 5 ans et effectif productif de 908 consultants contre 614 à fin 2020
- Renforcement des positions chez ses clients stratégiques et gain de nouveaux référencements et marchés majeurs
- Diversification des secteurs d'activités (Banque / Finance, Assurances, Défense, Energie...)
- Développement des activités à l'international avec près de 20% du chiffre d'affaires réalisé hors de France en 2025, contre 6,2% en 2020
- Opérations de croissance externe réussies ayant permis d'enrichir l'offre du Groupe (observabilité, cybersécurité, accessibilité numérique, signalisation ferroviaire, nouvelles expertises métiers...) et consolidé son maillage géographique
- Obtention des certifications ISO 27001, CyberVadis Gold et AirCyber Gold, démontrant le haut niveau de maîtrise du Groupe dans le domaine de la sécurité de l'information
- Position d'employeur responsable renforcée avec l'obtention du label EcoVadis Gold, le renouvellement de la certification Great Place To Work et l'entrée au Palmarès Best Workplaces 2026.

## **– Lancement du plan stratégique SYNERGIES 2028**

40 ans d'expertise, une ambition renforcée

« Réinventer le Groupe IT Link sans jamais renier son âme : tel est notre engagement.

Acteur de référence des systèmes connectés grâce à la confiance de nos clients et partenaires, nous franchissons aujourd'hui une étape décisive de notre histoire.

Ce nouveau cap est une promesse de dépassement, portée par notre culture de l'excellence et tournée vers un seul objectif : conjuguer nos forces pour propulser les ambitions de nos clients vers les sommets de demain. Telle est l'essence du nouveau plan stratégique SYNERGIES 2028. »

Matthieu GIRARD, Directeur Général du Groupe IT Link

### **Objectifs du plan à horizon 2028 :**

- 100+ M€ de chiffre d'affaires
- Maintien de 20% du CA à l'international
- 15% du CA porté par les activités « Solutions »
- Retour à un niveau de rentabilité au-delà de 7%

### **Les 3 piliers complémentaires du plan SYNERGIES 2028**

#### **Pilier #1 : Customer Centric - Les clients au cœur de la stratégie**

Afin de renforcer sa position de partenaire de référence auprès de ses clients stratégiques et d'en conquérir de nouveaux (comptes miroirs, nouveaux secteurs porteurs...), le Groupe IT Link doit poursuivre les efforts engagés en 2025 pour :

- Accélérer la montée en puissance de sa stratégie de référencement
- Valoriser sa capacité à fournir des prestations structurées performantes et à proposer des offres à forte valeur ajoutée pour répondre aux nouveaux enjeux de ses clients (intelligence artificielle et cybersécurité dans les systèmes connectés)
- Orienter sa stratégie de croissance externe pour renforcer ses positions chez ses clients stratégiques

#### **Pilier #2 : Synergies 360 - Organisation, processus clés et compétences**

Les transformations apportées au travers des deux plans précédents « Dimension 2020 » et « Connex't'25 » ont permis au Groupe IT Link de grandir en renforçant ses implantations locales et en consolidant son offre au travers de quatre marques expertes et complémentaires. En s'appuyant sur ces fondations solides, le nouveau plan stratégique doit permettre de maximiser le potentiel du Groupe en favorisant les synergies :

- Accélérer les collaborations entre ses marques et fluidifier les échanges entre ses géographies (France et international)
- Améliorer la dynamique de pilotage de ses ressources humaines et de son socle de compétences tout en faisant grandir ses collaborateurs au sein de projets toujours plus ambitieux
- Renforcer l'efficacité du commerce, du delivery et du recrutement
- Et in fine, améliorer sa performance financière

#### **Pilier #3 : Data et Transformation Numérique - Pilotage et Innovation pour plus de performance**

Pour atteindre ses ambitions et face aux évolutions très rapides du marché, le Groupe IT Link compte accélérer sa transformation numérique « du pilotage à la production » pour :

- Garantir la sécurité et la pérennité de son système d'informations

- Renouveler ses outils de pilotage de l'activité et ainsi gagner en réactivité
- Accroître l'efficacité des métiers support et renforcer la performance de ses outils de production, notamment grâce à l'intelligence artificielle

#### **- Perspectives 2026**

Malgré un début d'année encore impacté par un taux de production inférieur aux standards du Groupe, la direction constate une reprise de l'activité sur la fin du premier trimestre. Le Groupe vise un retour à la croissance dès le second trimestre et une augmentation du chiffre d'affaires comprise entre 1% et 3% sur l'année.

La direction ambitionne une amélioration de la rentabilité avec un objectif de résultat opérationnel courant autour de 6% sur l'année 2026, mais reste attentive aux contextes macroéconomiques et géopolitique incertains.

### **6.1.4 Gestion des Risques**

#### **6.1.4.1 Facteurs de risques**

IT Link procède régulièrement à une revue des facteurs de risques susceptibles d'avoir une incidence négative sur ses activités ou ses résultats. Cette revue est établie par le Directeur administratif et financier du Groupe avec le Comité d'audit, puis présentée en Conseil d'administration.

#### **- Risques liés aux conditions de marché et dépendance sectorielle**

Au même titre que l'ensemble des acteurs des services numériques, le Groupe IT Link est exposé au ralentissement général du rythme de croissance des marchés sur lesquels il est présent (majoritairement français). Par ailleurs, la santé de certains secteurs d'activités a une incidence directe sur la marche des affaires du Groupe très liée aux investissements de R&D (notamment dans l'automobile).

Le Groupe IT Link veille à ne pas devenir dépendant d'un client et/ou secteur spécifique ; l'objectif étant qu'aucun client ne représente plus de 15% du chiffre d'affaires et qu'aucun secteur d'activité ne dépasse 30% de l'exposition sectorielle du Groupe.

Face à la concentration des grands groupes industriels et la rationalisation des politiques d'achats visant à réduire le coût et le nombre de prestataires externes, le Groupe IT Link met en avant son positionnement de spécialiste, sa présence sur des projets stratégiques, ses compétences sectorielles ainsi que sa maîtrise des technologies.

#### **- Risque lié au capital humain**

La poursuite du développement du Groupe IT Link dépend majoritairement de sa capacité à recruter du personnel ingénieur et technique qualifié, dont des profils souvent très recherchés par la concurrence d'Entreprises de Services Numérique (ESN) qui peuvent présenter une notoriété plus importante que celle d'IT Link.

Par ailleurs, la réputation et la perception du « bien-être » au travail pourraient réduire la capacité d'IT Link à conserver, attirer et fidéliser des employés à des conditions de marché convenables. Elle pourrait alors, ne plus être en mesure de mettre en œuvre sa stratégie, ce qui aurait un effet défavorable significatif sur ses activités, sa situation financière, ses résultats ou son développement.

#### **- Risque lié aux personnes clés**

Le succès d'IT Link dépend étroitement des efforts et de l'expérience de son dirigeant, Monsieur Éric GUILLARD, Président et de l'équipe de direction occupant des postes clés :

Monsieur Matthieu GIRARD, Directeur Général, Monsieur Nicolas ROUX, Directeur du Système d'Information, Monsieur Éric BOILEAU, Directeur Technique, Monsieur Christophe DELORT, Directeur Ile de France, Madame Erika DARROZES, Directrice Administrative et Financière, Madame Cécile CHOPINET, Directrice des Ressources Humaines, Monsieur Loïc GERAULT, Directeur de la région Est, Thomas GRENECHE, Directeur de la région Sud et Alexis LOSLEVER, Directeur de la société IT LINK BENELUX mais aussi de son personnel technique et scientifique. Depuis le mois d'octobre 2025, deux nouveaux membres sont venus renforcer le comité de Direction. Il s'agit de Monsieur David HERVE, Directeur région Ouest et Monsieur Emmanuel CAMUS, responsable de la transformation digitale du groupe.

#### **– Risque d'engagement de résultat et risques cyber**

Le Groupe réalise une part croissante de son chiffre d'affaires à travers la réalisation de projets avec engagement de résultat, sur des domaines parfois sensibles (banque, santé, défense...)

De ce fait, l'exécution des travaux menés par les équipes d'IT Link est sujette aux risques Cyber de piratage ou vol de données (phishing, spyware), d'attaque visant à rendre indisponibles les bases de données (ransomware, malware) ou d'engendrer des défaillances opérationnelles majeures (dénégation de service (DoS)).

Afin de couvrir ce type de risque, le Groupe IT Link a initié un programme de renforcement de son système de management de la sécurité de l'information dans le cadre de la certification ISO27001 obtenue au premier trimestre 2023. Par ailleurs, l'ensemble de ses activités sont couvertes par des contrats d'assurance professionnelle incluant les risques cyber.

#### **6.1.4.2 Politique d'assurances**

La politique d'assurance du Groupe est associée à une démarche forte de prévention et de protection contre les risques. La totalité des sociétés du Groupe est assurée pour l'ensemble des risques majeurs qui pourraient affecter de manière significative son activité ou ses résultats.

Les principales garanties souscrites sont les suivantes :

- Responsabilité Civile exploitation,
- Responsabilité des dirigeants et mandataires sociaux,
- Responsabilité Risques Cyber,
- Multirisques dommages,
- Assurance-crédit,
- Flotte automobile,
- Protection Sociale.

La Direction Générale assure la négociation annuelle des contrats et le suivi de la politique d'assurances.

Les garanties en Responsabilité Civile sont souscrites pour le compte de l'ensemble des filiales du Groupe.

#### **6.1.4.3 Dispositif de contrôle interne et de gestion des risques**

Le dispositif mis en œuvre se base sur le « Cadre de référence sur les dispositifs de gestion des risques et de contrôle interne pour les valeurs moyennes et petites » publié par l'AMF le 22 juillet 2010.

#### **6.1.4.3.1 Objectifs en matière de procédures de contrôle interne**

Le contrôle interne vise à répondre aux risques auxquels sont exposées les entités du Groupe, l'objectif étant de fournir une assurance raisonnable quant aux points suivants :

- la conformité aux lois et aux réglementations,
- la bonne application des instructions et orientations fixées par la Direction Générale,
- la maîtrise de ses activités, l'efficacité de ses opérations et l'utilisation efficace de ses ressources,
- la fiabilité des informations financières.

#### **6.1.4.3.2 Organisation du contrôle interne**

##### **– Acteurs du contrôle interne**

L'essentiel des activités de contrôle opérationnel est réalisé par la Direction générale et les responsables de chaque entité opérationnelle.

Compte tenu de la taille du Groupe, le contrôle interne repose en grande partie sur l'implication de la Direction générale et du Directeur administratif et financier Groupe.

##### **– Organisation générale des procédures de contrôle interne**

L'organisation du contrôle interne se caractérise par une forte implication de la Direction générale dans le processus mais aussi par un faible nombre d'acteurs, compte tenu de la taille du Groupe.

À ce jour, le système de contrôle interne est principalement basé sur une séparation des tâches entre les fonctions d'autorisation, de contrôle et d'enregistrement dans la limite de l'effectif du Groupe.

##### **– Références et règles internes**

##### **Système de Management de la Qualité :**

Le Système de Management de la Qualité regroupe l'ensemble des procédures opérationnelles définies selon des normes génériques (ISO 9001, ISO27001, ...).

La principale filiale opérationnelle du Groupe, IT Link France, est certifiée ISO9001. En 2023, elle a obtenu la certification ISO27001 de son système de management de la sécurité de l'information.

##### **Recrutement :**

L'embauche d'un salarié est encadrée par une liste de procédures définies et régulièrement remises à jour par la Direction des Ressources humaines du Groupe (démarches à suivre, contrats types...). Dès son embauche, le salarié est référencé dans les systèmes informatiques du Groupe.

##### **Ventes :**

IT Link utilise pour toutes ses filiales le même système d'exploitation (CRM) et un logiciel dédié à la facturation.

Le recouvrement des créances est réalisé à partir du suivi réalisé par la société d'affacturage : identification des retards de paiements, relances, identification et centralisation des litiges, recouvrement...

Des règles internes strictes précisent, selon la nature des projets (principalement régie et forfaits) les modalités de reconnaissance du chiffre d'affaires.

Pour les projets structurés, le Groupe s'est doté de modèles de contrats et de Conditions Générales de Services spécifiques. Avant d'engager le Groupe sur un appel d'offre, les Responsables Commerciaux et Techniques étudient ensemble les risques potentiels du service.

**Achats :**

Les achats sont centralisés sur un système de validation électronique. Le règlement des factures est organisé par la Comptabilité avec la validation d'une tierce personne indépendante, qui assure une vérification des informations ayant permis de valider les factures.

**Contrôle de Gestion :**

L'organisation du contrôle de gestion mis en place au sein du Groupe vise à réduire les risques de dérive et de faible rentabilité sur les affaires.

Le Groupe dispose d'un contrôle de gestion en charge du suivi et de l'évaluation financière des affaires et notamment du suivi des marges et d'une facturation réactive.

**Information comptable et financière :**

L'élaboration de l'information comptable et financière d'IT Link est assurée par le Directeur administratif et financier du Groupe, assisté par un cabinet d'expertise comptable pour la consolidation utilisant un logiciel standard.

**Communication financière :**

La communication des résultats trimestriels du Groupe est placée sous la responsabilité de la Direction Générale.

La communication financière et les relations avec l'ensemble de la communauté financière est assurée par le Directeur administratif et financier.

**Trésorerie :**

La trésorerie centralisée du Groupe gère les liquidités de l'ensemble des filiales françaises. Tous les flux sont sécurisés via les certificats d'accès exigés par les banques enregistrés dans un logiciel applicatif dédié.

**Systèmes d'information :**

Les principaux logiciels applicatifs du Groupe sont :

- Customer Relationship Management (« CRM »)
- Gestion et suivi des temps des collaborateurs
- Gestion et établissement de la Paie
- Gestion et suivi des frais
- Administration des ventes et facturation
- Comptabilité générale et analytique
- Achats.

**– Conformité aux lois et règlements en vigueur**

L'organisation d'IT Link est fortement centralisée dans le cadre des procédures de conformité aux lois et règlements en vigueur. La gestion de ces problématiques est donc entièrement du ressort de la Direction Générale. A cet effet, le département administratif et financier collabore étroitement et coordonne les actions entreprises, éventuellement avec l'aide de conseils externes à la Société.

**– Evolution du contrôle interne**

IT Link se place dans une logique d'amélioration permanente de son dispositif de contrôle interne. En fonction de l'évolution de sa taille, Le Groupe renforcera pragmatiquement son organisation et ses processus.

## **6.1.5 Examen de la situation financière**

### **6.1.5.1 Trésorerie**

La trésorerie nette du Groupe est affichée à 3,8 M€ au 31 décembre 2025, contre 5,2 M€ en 2024 (hors dette de loyers IFRS16).

Le décalage constaté est principalement lié à une contrainte technique dans le processus de facturation ayant conduit à un retard de paiement des prestations du deuxième semestre par un client majeur du Groupe. Cette créance a été régularisée en tout début d'année 2026 pour un montant de 1,7 M€.

### **6.1.5.2 Capitaux propres**

Au 31 décembre 2025, le groupe auto détient 38.467 titres (2,2 % du capital). Cette évolution résulte des mouvements liés au contrat d'animation de marché.

Le total des titres d'autocontrôle a été évalué à 1.144 K€, montant déduit des capitaux propres.

### **6.1.5.3 Délais de paiement**

En application des dispositions prévues aux articles L.441-6-1 et D 441-4 du Code de commerce, relatives aux délais de paiement des fournisseurs de la Société, nous vous précisons que le solde des dettes fournisseurs et comptes rattachés au 31 décembre 2025 s'élève à 264 K€.

Les factures émises par la société IT Link SA concernent exclusivement des sociétés du groupe. Les règlements des dettes et créances inter-compagnies faisant office de variable d'ajustement pour la trésorerie du Groupe cela explique que leur traitement soit plus long.

– **Factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu**

(en milliers d'euros)

**Factures reçues non réglées au 31 décembre 2025**

Retard en jours	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	TOTAL
Nb de factures concernées	1			1	2
Montant total HT des factures concernées	12			(17)	(6)
% du montant total des achats de l'exercice	0%	0%	0%	0%	1%

**Factures exclues (dettes litigieuses non comptabilisées)**

Nb de factures exclues	
Montant total des factures exclues	

**Factures émises non réglées au 31 décembre 2025**

Retard en jours	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	TOTAL
Nb de factures concernées					
Montant total HT des factures concernées					
% du chiffre d'affaires de l'exercice	0%	0%	0%	1%	0%

**Factures exclues (créances litigieuses non comptabilisées)**

Nb de factures exclues	
Montant total des factures exclues	

– **Factures reçues et émises ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice**

(en milliers d'euros)

**Factures reçues ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice**

Retard en jours	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	TOTAL
Nb de factures concernées			-		-
Montant total HT des factures concernées			-		-
% du montant total des achats de l'exercice	#DIV/0!	0,0%	#DIV/0!	#DIV/0!	100,0%

**Factures exclues (dettes litigieuses non comptabilisées)**

Nb de factures exclues	
Montant total des factures exclues	

**Factures émises ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice**

Retard en jours	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	TOTAL
Nb de factures concernées	-	-	-	-	-
Montant total HT des factures concernées	-	-	-	-	-
% du chiffre d'affaires de l'exercice	0,00%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%

**Factures exclues (créances litigieuses non comptabilisées)**

Nb de factures exclues	
Montant total des factures exclues	

**6.1.5.4 Tableau des résultats des cinq derniers exercices**

(en milliers d'euros)

NATURE DES INDICATIONS	2021	2022	2023	2024	2025
<b>CAPITAL EN FIN D'EXERCICE</b>					
Capital	882	882	882	882	882
Nombre d'actions ordinaires	1 736 000	1 736 000	1 736 000	1 736 000	1 736 000
<b>OPERATIONS ET RESULTAT DE L'EXERCICE</b>					
Chiffre d'affaires hors taxes	306	216	343	0	0
Résultat avant impôts, participation et dotations aux amortissements et provisions	73	239	2 752	1 316	2 289
Impôts sur les sociétés	158	(70)	46	154	221
Participation des salariés	0	0	0	0	0
Résultat après impôts, participation et dotations aux amortissements et provisions	(87)	(301)	2 791	1 468	2 497
Résultat distribué	328	424	505	592	853
<b>RESULTAT PAR ACTION</b>					
Résultat après impôts, participation mais avant dotations aux amortissements et provisions	0,13	0,10	1,61	0,85	1,44
Résultat après impôts, participation et dotations aux amortissements et provisions	(0,05)	0,17	1,61	0,85	1,44
Dividende par actions	0	0,25	0,30	0,35	0,50
<b>PERSONNEL</b>					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	0	0	0	0	0
Masse salariale de l'exercice	0	0	0	0	0
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux au cours de l'exercice	0	0	0	0	0

**6.1.5.5 Situation d'endettement**

Au 31 décembre 2025, le Groupe IT LINK supporte 4.03 M€ de dettes financières, correspondant à la dette de financement des investissements immobiliers et mobiliers de la société IT LINK France ainsi qu'aux emprunts contractés le 28 décembre 2022 pour l'achat de la société RADÈS dont le montant résiduel est de 4,01 M€.

**6.1.5.6 Information sur les prêts consentis**

Il est précisé, conformément aux dispositions de l'article L. 511-6, 3 bis alinéa 2 du Code monétaire et financier, que la Société n'a consenti aucun prêt à moins de deux ans, à titre accessoire à son activité principale, à des micro-entreprises, des petites et moyennes entreprises ou à des entreprises de taille intermédiaires avec lesquelles elle entretient des liens économiques le justifiant.

## 6.1.6 Capital social

### 6.1.6.1 Répartition du capital social

Le capital social n'a pas évolué depuis 2008 et s'élève à un montant de 882.173 €, divisé en 1 736 000 actions.

#### – Répartition du capital et des droits de vote

Actionnaires	31/12/2025			31/12/2024		
	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
Dirigeants- actionnaires	521 891	30,06%	42,6%	518 056	29,8%	42,8%
<i>Famille Robert Zribi</i>	249 028	14,345%	20,6%	249 028	14,3%	20,9%
<i>Michel ZRIBI</i>	126 627	7,294%	10,5%	126 627	7,3%	10,6%
<i>Claude ZRIBI</i>	96 345	5,550%	8,0%	96 345	5,5%	8,1%
<i>Eric Guillard</i>	30 183	1,739%	2,1%	29 683	1,7%	1,9%
<i>Matthieu GIRARD</i>	3 335	0,192%	0,2%			
<i>Nicolas Roux</i>	16 373	0,943%	1,3%	16 373	0,9%	1,3%
Auto détention	38 467	2,2%		31 405	1,8%	
Public	1 175 642	67,7%	57,4%	1 186 539	68,3%	57,2%
<b>Total</b>	<b>1 736 000</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>1 736 000</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Il n'existe aucun titre financier, autre que des actions, émis par IT LINK.

### 6.1.6.2 Existence de droits de votes différents

Un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité de capital qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire (voir article 22.4 des Statuts).

### 6.1.6.3 Evolution relative à la mise en œuvre du programme de rachat d'actions

Absence de plan d'actions en cours.

### 6.1.6.4 Opérations réalisées par les dirigeants et leurs proches sur les titres de la société

Conformément à l'article 223-26 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers (l'AMF), le rapport de gestion présente un état récapitulatif des opérations mentionnées à l'article L. 621-18-2 du Code monétaire et financier, réalisées au cours du dernier exercice.

Aucune opération n'a été réalisée sur l'exercice 2025.

## 6.1.7 Prises de participation et mouvements intervenus sur les titres de participation ayant impacté les comptes sociaux IT LINK SA

En date du 10 décembre 2025, la société IT LINK a procédé à la conversion d'une partie de sa créance sur sa filiale Ciao Technologies Inc., pour un montant de 5 795 k\$ (soit 3 955 k€), en actions de catégorie « A » du capital-actions de la Société.

### **6.1.8 Activités en matière de recherche et de développement**

Un effort important est consacré à la recherche et à l'innovation pour contribuer au renforcement du positionnement du Groupe IT LINK, centralisé sur les filiales opérationnelles, à savoir IT LINK France SAS et les filiales étrangères.

Les frais de recherche et développement engagés en 2025 se sont élevés à 2.682 K€ et sont enregistrés en charges de l'exercice, soit 3,2% du chiffre d'affaires.

Au cours de l'exercice clos, la filiale IT LINK France est intervenue sur différents projets de R&D et notamment :

- L'IOT appliqué à la mobilité et à la détection des flux de passagers, et en particulier la mesure en temps réel de l'affluence dans les transports dans le contexte de la crise sanitaire ;
- L'IOT appliqué à la sécurité des équipements sensibles ;
- Le développement de l'application de sûreté ASTAO et plus globalement des systèmes d'alerte et de gestion de crise pour la sécurité des personnes ;
- L'intelligence artificielle pour l'analyse automatique du trafic routier.
- La mise en œuvre de l'optimisation des protocoles de communication (WIFI, Bluetooth) dans les solutions IOT.
- L'utilisation des technologies Big Data pour la supervision temps réel des processus métiers

L'expérience acquise, permet à l'ensemble des sociétés du Groupe de proposer à ses clients des solutions compétitives dans les domaines étudiés tout en ouvrant des perspectives de développement commercial sur des applications pratiques.

Les crédits d'impôt relatifs à des dépenses d'exploitation (crédit d'impôt recherche ...) sont comptabilisés au niveau des comptes consolidés en résultat opérationnel en tant que « subventions d'exploitation » dans les « Autres produits » du compte de résultat.

## 6.2 Deuxième partie : Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Conformément à l'article L.225-37 du Code de commerce, nous vous présentons le rapport sur la gouvernance d'entreprise d'IT LINK.

### 6.2.1 Modalités de Gouvernement d'entreprise

Depuis la réunion du Conseil d'administration de la Société le 14 mars 2019, IT LINK SA se réfère au Code de gouvernement d'entreprise Middelnext dans sa version révisée en septembre 2016 (ci-après le « Code de référence »), puis en 2021.

Le Code Middelnext est disponible sur le site Internet de Middelnext à l'adresse suivante : [www.middelnext.com](http://www.middelnext.com).

Depuis son adoption, le Conseil d'administration a initié une démarche visant à se mettre progressivement en conformité avec les recommandations du Code Middelnext.

#### – **Pouvoirs du Président Directeur Général**

Les pouvoirs du Président-Directeur Général sont ceux prévus par la loi française. Le Président du Conseil d'administration représente la Société dans ses rapports avec les tiers sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires ainsi que des pouvoirs qu'elle réserve de façon spéciale au Conseil d'administration.

Dans la limite de l'objet social, il est investi, en sa qualité de Directeur Général, des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société.

Cependant, les statuts<sup>1</sup> prévoient que le Conseil d'administration peut limiter ses pouvoirs à titre de mesure interne, non opposable aux tiers. Le Conseil d'administration n'a apporté aucune limitation supplémentaire aux pouvoirs de Président-Directeur Général.

#### – **Évolution de la Direction Générale en 2025**

Le Conseil d'administration, réuni le 19 juin 2025, a pris acte du départ à la retraite de M. Éric GUILLARD. En conséquence, le Conseil a décidé de nommer M. Matthieu GIRARD en qualité de Directeur Général de IT LINK SA et de IT LINK France, avec une prise de fonction effective au 1er octobre 2025. M. Matthieu GIRARD assume depuis cette date la direction opérationnelle du Groupe.

---

<sup>1</sup> A l'article 20

## 6.2.2 Le Conseil d'administration <sup>2</sup>

Nom du mandataire social	Administrateur indépendant	Année première nomination	Echéance du mandat
<b>M. Éric GUILLARD</b> PDG et administrateur	NON	2004	AG devant approuver les comptes de l'exercice clos le 31/12/2027.
<b>M. Nicolas ROUX</b> Administrateur	NON	2015	AG devant approuver les comptes de l'exercice clos le 31/12/2026.
<b>Mme. Sophie BOKOBZA</b> Administratrice	OUI	2017	AG devant approuver les comptes de l'exercice clos le 31/12/2028.
<b>M. Denis GUYOT</b> Administrateur	OUI	2017	AG devant approuver les comptes de l'exercice clos le 31/12/2028.
<b>Mme. Claudie NAAR</b> Administratrice	NON	2017	AG devant approuver les comptes de l'exercice clos le 31/12/2028.
<b>Mme. Hauteclaire LULIN</b> Administratrice	OUI	2025	AG devant approuver les comptes de l'exercice clos le 31/12/2026*.
<b>M. Michel ZRIBI</b> Administrateur	NON	2019	AG devant approuver les comptes de l'exercice clos le 31/12/2026.

\*Note : Mme Hauteclaire LULIN a été cooptée par le CA du 19 novembre 2025 en remplacement de Mme Claire ZRIBI, démissionnaire. Son mandat court pour la durée restant à courir de sa prédécesseuse.

### 6.2.2.1 Composition du Conseil d'administration et de son comité ad-hoc

L'article 14 des statuts dispose que le Conseil d'administration est composé de trois membres au moins et de dix-huit au plus. Au 31 décembre 2025, le Conseil compte sept (7) administrateurs.

Il est composé comme suit :

- Le Président, Eric Guillard qui occupait un rôle opérationnel dans la Société et le Groupe en tant que Directeur Général et s'y consacrait à temps plein jusqu'au 30 Septembre 2025 et qui depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2025 n'a plus de rôle opérationnel ;
- Cinq (5) administrateurs externes, sans rôle opérationnel dans la Société ou dans le Groupe, et sans relation d'affaires avec IT LINK SA ou l'une de ses filiales ;
- Un (1) administrateur a un rôle opérationnel (DSI) au sein de la filiale IT LINK France, M. Nicolas ROUX ;

Il n'y a pas d'administrateur élu par les salariés.

<sup>2</sup> Tableau établi conformément à la recommandation R3 du Code Middlednext (version 2021)

**– Durée du mandat d'administrateur**

Les administrateurs sont nommés, renouvelés ou révoqués par l'Assemblée Générale Ordinaire. La durée des fonctions des administrateurs est de quatre (4) années<sup>3</sup>. Elles prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue l'année au cours de laquelle expirent leurs fonctions.

**– Représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein du Conseil d'administration**

Conformément aux dispositions de l'article L22-10-3 du Code de commerce, le Conseil d'administration d'IT LINK s'est engagé à respecter l'équilibre de représentation hommes-femmes. Au 31 décembre 2025, le Conseil d'administration respecte la parité.

**– Indépendance des membres du Conseil d'administration**

Les critères d'indépendance retenus par le Conseil d'administration d'IT LINK SA sont ceux définis par le Code Middlednext, auquel se réfère le Conseil, à savoir<sup>4</sup> :

- ne pas avoir été, au cours des cinq (5) dernières années, et ne pas être salarié ni mandataire social dirigeant de la société ou d'une société de son groupe ;
- ne pas avoir été, au cours des deux dernières années, et ne pas être en relation d'affaires significative avec la société ou son groupe (client, fournisseur, concurrence, prestataire, créancier, banquier, etc.) ;
- ne pas être actionnaire de référence de la société ou détenir un pourcentage de droit de vote significatif ;
- ne pas avoir de relation de proximité ou de lien familial proche avec un mandataire social ou un actionnaire de référence ;
- ne pas avoir été au cours des six dernières années, commissaire aux comptes de l'entreprise.

En application de ces critères, 3 administrateurs sur 7 sont considérés comme indépendants, soit un peu plus d'1/3 des effectifs. La composition du Conseil respecte le ratio minimal de membres indépendants recommandé par le Code de référence.

**– Déontologie des administrateurs**

Chaque administrateur est tenu de respecter les règles prévues au Règlement intérieur du Conseil.

Au titre de la Charte de l'administrateur, intégrée dans le titre 2 du Règlement intérieur du Conseil, ses membres sont notamment tenus de :

- informer le Conseil de toutes situations de conflit d'intérêts éventuelles ou avérées le concernant ;
- consacrer à leurs fonctions le temps et l'attention nécessaires ;
- s'astreindre à un véritable secret professionnel concernant les informations acquises dans le cadre de leurs fonctions ;
- ne pas porter préjudice à la Société et aux autres sociétés du Groupe IT LINK.

---

<sup>3</sup> Conformément à la décision prise par l'AGE du 17/12/2019 dans sa 17<sup>ème</sup> résolution

<sup>4</sup> Code Middlednext, recommandation R3

En 2019<sup>5</sup>, un Code bonne conduite relatif aux opérations d'initiés a été remis aux administrateurs, qui se retrouvent liés par les différentes prescriptions concernant la communication d'informations privilégiées.

– **Politique en matière de diversité appliquée aux membres du Conseil d'administration**

La composition du Conseil reflète le souci de la Société IT LINK SA d'intégrer au sein de son Conseil des administrateurs de qualité disposant de compétences variées et d'expertises avérées dans différents domaines, liés aux activités de la Société et au service de son développement.

### **6.2.2.2 Préparation et organisation des travaux du Conseil**

#### **Le Conseil d'administration**

Le Règlement intérieur du Conseil d'administration, dans ses articles 3 et 4, détaille les modalités de fonctionnement du Conseil, en complément des dispositions légales et réglementaires applicables et des statuts de la Société.

Le Conseil d'administration est consulté sur toutes les décisions majeures de la vie sociale, conformément à la loi.

Il se réunit en moyenne au moins sept (7) fois dans l'année :

- **Entre février et mai** pour l'arrêté des comptes sociaux et des comptes consolidés ; l'approbation des conventions réglementées et la convocation de l'assemblée générale annuelle et aussi pour valider le communiqué de presse pour la publication du chiffre d'affaires consolidé annuel (T4 N-1) et trimestriel (T1 N) ;
- **Fin juin-début août** pour analyser les résultats de vote des minoritaires à l'assemblée générale annuelle<sup>6</sup> ;
- **En septembre** pour l'arrêté des comptes consolidés semestriels.
- **En novembre** pour valider le communiqué de presse pour la publication du chiffre d'affaires consolidé trimestriel (T3)

Au-delà de ces réunions légales, le Conseil se réunit chaque fois que la situation l'exige : approbation d'opérations de croissance externe, convocation d'assemblée générale extraordinaire, apports d'actifs, fusions, dissolutions, détermination des rémunérations des dirigeants, renouvellement ou mise en place du programme de rachats d'actions.

Indépendamment des réunions du Conseil d'administration, chaque administrateur bénéficie d'une information permanente, par la Direction générale, sur l'activité de la Société et les opérations en cours.

Dans le cadre de la préparation des travaux du Conseil et selon la nécessité, les documents de travail sont préalablement transmis aux administrateurs. Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'administration sont établis à l'issue du Conseil et communiqués à tous les administrateurs, lors de la convocation de la réunion suivante au cours de laquelle il est approuvé.

Les réunions du Conseil se déroulent au siège social, parfois en visioconférence ou à tout autre endroit indiqué dans la convocation. Les administrateurs sont convoqués au moins trois jours à

---

<sup>5</sup> Conseil d'administration du 14 mars 2019

<sup>6</sup> A l'Assemblée Générale du 30 juin 2021, la majorité des minoritaires a voté comme le Conseil d'administration

l'avance par lettre recommandée ou tout autre moyen, électronique par exemple, conformément aux dispositions en vigueur dans les statuts. Conformément à l'article L 823-17 du Code de commerce, les commissaires aux comptes sont convoqués aux deux réunions du Conseil qui examinent et arrêtent les comptes.

En 2025, le Conseil s'est réuni huit (8) fois. Le taux de présence des administrateurs a été en moyenne de près de 92,8 %.

Suite au contexte de crise sanitaire<sup>7</sup>, le Conseil d'administration s'est majoritairement réuni par voie de visio-conférence au cours de l'exercice clos<sup>8</sup> et n'a pas organisé d'échanges hors la présence du dirigeant.

### 6.2.3 Liste des mandats ou fonctions exercés dans toutes sociétés par chacun des mandataires sociaux

Nom du mandataire social	Autres mandats exercés au sein du Groupe IT LINK	Mandats exercés hors du Groupe IT LINK
<b>M. Éric GUILLARD</b> Président et administrateur	Jusqu'au 30 Septembre 2025 : <ul style="list-style-type: none"> <li>Représentant permanent d'IT LINK SA, personne morale ;</li> <li>Directeur Général et administrateur d'IT LINK France SAS (depuis 2011) ;</li> <li>Gérant unique de : <ul style="list-style-type: none"> <li>IT LINK BENELUX SPRL (depuis 2018);</li> <li>IT LINK Germany GmbH (depuis 2018);</li> <li>ACCELERATEUR D'INNOVATION MAROC<sup>9</sup>;</li> </ul> </li> <li>Président et secrétaire d'ACCELERATEUR D'INNOVATION INC (depuis 2018) ;</li> <li>Représentant de l'Associé Unique (IT LINK SA) de NRX SASU (depuis 2018) et de RADès (depuis le 28 décembre 2022), de CIAO Technologies Inc (depuis le 9 janvier 2024.)</li> </ul>	Néant
<b>M. Matthieu GIRARD</b> Directeur Général	Depuis le 1 <sup>er</sup> octobre 2025 <ul style="list-style-type: none"> <li>Représentant permanent d'IT LINK SA, personne morale ;</li> <li>Directeur Général et administrateur d'IT LINK France SAS ;</li> <li>Gérant de : <ul style="list-style-type: none"> <li>IT LINK BENELUX SPRL;</li> <li>IT LINK Germany GmbH;</li> <li>ACCELERATEUR D'INNOVATION MAROC;</li> </ul> </li> <li>Président et secrétaire d'ACCELERATEUR D'INNOVATION INC ;</li> </ul> Représentant de l'Associé Unique (IT LINK SA) de NRX SASU, de RADès et de CIAO Technologies Inc.	Néant
<b>M. Nicolas ROUX</b> Administrateur	Néant	Associé SCI SRX
<b>Mme. Sophie BOKOBZA</b> Administratrice	Néant.	Président de l'entreprise SO FORMAL & ASSOCIES

<sup>7</sup> Et conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2020-321 du 25 mars 2020 et du décret n°2020-418 du 10 avril 2020

<sup>8</sup> 7 fois sur 7

<sup>9</sup> Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021

<b>M. Denis GUYOT</b> Administrateur	Néant.	Néant
<b>Mme. Claudie NAAR</b> Administratrice	Néant.	Gérante SCI MAISON THOU
<b>Mme. Hauteclaire LULIN</b> Administratrice	Néant.	Néant
<b>M. Michel ZRIBI</b> Administrateur	Néant.	Néant

## 6.2.4 Politique de rémunération des mandataires sociaux

### 6.2.4.1 Rémunération des administrateurs

#### 6.2.4.1.1 Politique de rémunération

Les administrateurs perçoivent une rémunération dont le montant maximum est voté par l'Assemblée Générale Ordinaire et dont la répartition est décidée par le Conseil d'administration.

La perception intégrale de la rémunération allouée est subordonnée à la présence effective des administrateurs aux séances du Conseil, sans distinction des présences par visioconférence. Seule l'absence ne donne pas lieu à rémunération.

#### 6.2.4.1.2 Rémunération attribuée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025

L'Assemblée Générale du 26 juin 2025 a fixé dans la résolution numéro 9 le montant de l'enveloppe annuelle allouée aux administrateurs à 28.000 euros.

Administrateurs	CA 13/02	CA 20/03	CA 25/04	CA 15/05	CA 09/07	CA 14/08	CA 25/09	CA 13/11	Rémunération attribuée au titre de 2025, versée en 2026 (en € <sup>10</sup> )
<b>M. Éric GUILLARD</b>	X	X	X	X	X	X	X	X	4.308
<b>M. Nicolas ROUX</b>	X	X	X	X	X	X	X	X	4.308
<b>Mme. Sophie BOKOBZA</b>	X	X	X	X	X	X	X	X	4.308
<b>M. Denis GUYOT</b>	X	X	X	X	X	X		X	3.769
<b>Mme. Claudie NAAR</b>	X	X	X	X	X	X	X	X	4.308
<b>Mme. Claire ZRIBI</b>			X		X	X	X	X	2.691
<b>M. Michel ZRIBI</b>	X	X	X	X	X	X	X	X	4.308

<sup>10</sup> Conditionnée à la présence effective des administrateurs aux séances du CA

#### 6.2.4.2 Rémunération du dirigeant mandataire social

Pour l'exercice 2025, le rapport présente les éléments de rémunération de M. Éric GUILLARD (Président Directeur Général jusqu'au 30 septembre 2025) et de M. Matthieu GIRARD (Directeur Général à compter du 1er octobre 2025).

##### 6.2.4.2.1 Principes fondamentaux de détermination de la rémunération du dirigeant mandataire social

Conformément à sa recommandation n°16 du Code Middledenext, le Conseil d'administration veille à ce que la politique de rémunération respecte les principes d'exhaustivité, d'équilibre, de benchmark, de cohérence, de lisibilité, de mesure et de transparence, et prenne en compte les pratiques des sociétés intervenants dans le même secteur d'activité. Dans le même esprit, il s'assure que celle-ci est déterminée en cohérence avec :

- Le respect de l'intérêt social de la société ; à savoir qu'elle doit être proportionnée à la taille et la complexité de l'entreprise et ne pas représenter une ponction trop importante de son résultat courant ;
- Une contribution à la stratégie commerciale et à la pérennité de la société ; à savoir qu'elle doit comporter une part variable directement liée aux objectifs de performance financière de l'entreprise.

##### 6.2.4.2.2 Politique en matière de rémunération fixe, variable annuelle et attribution d'actions de performance

Les composantes de la rémunération annuelle du dirigeant mandataire social sont déterminées par le Conseil d'administration et comprennent principalement :

- **Une part fixe** : Elle est fixée une fois par an par le Conseil d'administration et est versée en douze mensualités identiques. Son niveau doit être en cohérence avec la rémunération attendue sur le marché pour un emploi sur un poste à responsabilités équivalentes et pour une société de taille comparable.
- **Une part variable** : Elle est définie une fois par an par le Conseil d'administration en fonction des objectifs stratégiques de développement du Groupe. Son calcul dérivera d'une formule basée sur la réalisation de critères financiers de performance avec un niveau minimum d'atteinte en deçà duquel elle sera nulle. Elle sera calculée par semestre sur la base des comptes consolidés du Groupe IT LINK arrêtés par le Conseil d'administration. Au-delà des critères financiers, le Conseil d'administration pourra aussi retenir pour sa définition et son calcul des critères extra-financiers de performance.
- **Une rémunération exceptionnelle** : Sous réserve d'une situation de performance significativement supérieure aux objectifs, une rémunération complémentaire pourra être octroyée. Elle ne pourra cependant pas dépasser 50% de la part fixe annuelle de la rémunération.
- **Une attribution d'actions** : Dans l'optique de fidéliser l'engagement du dirigeant mandataire social à l'intérêt social du Groupe, il pourra bénéficier de plans d'actions gratuites, de préférence, stock-options ou programmes équivalents. Il sera demandé au dirigeant mandataire social de conserver au moins 50% des actions reçues dans ce cadre au nominatif jusqu'à la cessation de ses fonctions.

- **Des avantages en nature ou accessoires à la rémunération** : afin de rendre la rémunération du dirigeant mandataire social attractive et compétitive, des avantages pourront lui être octroyés, tel que : une assurance perte d'emploi du dirigeant (GSC), un véhicule de fonction, un téléphone de fonction, des tickets restaurant, une complémentaire santé et une complémentaire retraite, identiques à celles des autres salariés de l'entreprise...
- **Défraiement et autres supports** : dans le cadre de l'exercice de ses fonctions, le dirigeant mandataire social pourra avoir à disposition une carte de paiement d'entreprise dont l'usage sera destiné à régler ses frais de déplacement et divers achats pour l'entreprise.

#### 6.2.4.2.3 Rémunération attribuée au dirigeant mandataire social au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024

##### Rémunération de M. Eric GUILLARD (Président Directeur Général jusqu'au 30 septembre 2025)

Lors du Conseil d'administration en date du 24 avril 2025<sup>11</sup>, les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnel composant la rémunération totale et les avantages de toutes natures attribuables, en raison de son mandat de Président-Directeur Général à M. Eric Guillard pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 ont été validés.

Éric Guillard <sup>12</sup> Président Directeur Général <sup>12</sup> IT LINK SA	Exercice 2025		Exercice 2024	
	Montants dus (€)	Montants versés (€)	Montants dus (€)	Montants versés (€)
Rémunération fixe annuelle	187.497 <sup>13</sup>	187.497 <sup>14</sup>	245.000	245.004
Rémunération variable annuelle <sup>15</sup>	51.975	102.228	154.398	137.020
Rémunération en qualité d'administrateur <sup>16</sup>	4.308	3.811	3.811	3.585
Avantages en nature	0	0	0	0
Valorisation des actions attribuées gratuitement au cours de l'exercice	N/A	N/A	N/A	128.250 <sup>17</sup>
Valorisation de l'engagement d'indemnité de départ cf 6.2.4.3	391.524	391.524	N/A	N/A
Autres (assimilés à IFC)	225 876	225 876		
<b>TOTAL</b>	<b>861.180</b>	<b>910.936</b>	<b>403.209</b>	<b>513.859</b>

<sup>11</sup> Depuis le transfert de cotation de la société sur le système multilatéral de négociation Euronext Growth, acté le 1er septembre 2020, seul le Conseil d'administration a désormais compétence pour fixer la rémunération du dirigeant mandataire social.

<sup>12</sup> M. Éric Guillard est administrateur d'IT LINK SA et Directeur Général d'IT LINK SA jusqu'au 30/09/2025.

<sup>13</sup> Versé en neuf mensualités de 20,83K€

<sup>14</sup> Versé en neuf mensualités de 20,83K€

<sup>15</sup> Sous réserve de l'arrêt de la prime semestriel d'intéressement aux résultats du Groupe

<sup>16</sup> Administrateur de la société IT LINK SA.

<sup>17</sup> Attribution d'actions en nature.

### Rémunération de M. Matthieu GIRARD (Directeur Général à compter du 1er octobre 2025)

Lors du Conseil d'administration du 25 septembre 2025, les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnel composant la rémunération totale et les avantages de toutes natures attribuables, en raison de son mandat de Directeur Général à M. Matthieu Girard pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 ont été validés

Matthieu GIRARD <sup>18</sup> Directeur Général IT LINK SA	Exercice 2025	
	Montants dus (€)	Montants versés (€)
Rémunération fixe annuelle (sur 3 mois)	43.750 <sup>19</sup>	43.750 <sup>20</sup>
Rémunération variable annuelle <sup>21</sup>	14.228	
Avantages en nature	0	0
Valorisation des actions attribuées gratuitement au cours de l'exercice	N/A	N/A
Valorisation de l'engagement d'indemnité de départ cf 6.2.4.3	N/A	N/A
<b>TOTAL</b>	<b>57.978</b>	<b>43.750</b>

#### 6.2.4.3 Engagement d'indemnité de départ

##### Engagement d'indemnité de départ au bénéfice de M. Eric Guillard

L'engagement d'indemnité de départ dont bénéficiait M. Éric Guillard (approuvé par l'AG du 17 décembre 2019 et modifié le 24 avril 2025) a trouvé son dénouement lors de son départ en retraite le **30 septembre 2025**.

Le Conseil d'administration, réuni le **25 septembre 2025**, a constaté le respect des conditions de performance financière (moyenne des ROC > 3,5%) et la pleine réalisation des objectifs de transition managériale (continuité du Comité de Direction, nomination de son successeur M. Matthieu Girard).

En conséquence, le versement d'une indemnité de transition managériale égale à 12 mois de rémunération brute a été validé. Suite à ce versement lié aux anciennes fonctions exécutives, le Conseil d'administration du **23 avril 2026** a pris acte de la **caducité et de la cessation définitive** de cet engagement. Aucune indemnité n'est plus due à M. Éric Guillard au titre de son mandat actuel de Président du Conseil d'administration.

##### Nouvel Engagement d'indemnité de départ au bénéfice de M. Matthieu GIRARD

Dans le cadre de la nomination de M. Matthieu Girard en qualité de Directeur Général le 30 septembre 2025, le Conseil d'administration a autorisé la mise en place d'un engagement d'indemnité de départ, soumis au régime des conventions réglementées.

<sup>18</sup> M. Matthieu Girard est Directeur Général d'IT LINK SA à compter du 01/10/2025.

<sup>19</sup> Versé en trois mensualités de 14,58K€

<sup>20</sup> Versé en trois mensualités de 14,58K€

<sup>21</sup> Sous réserve de l'arrêt de la prime semestriel d'intéressement aux résultats du Groupe

Fait Générateur : Uniquement en cas de cessation contrainte (révocation, non-renouvellement, demande de démission imposée). L'indemnité est exclue en cas de départ à l'initiative du dirigeant, de faute grave ou lourde, ou de maintien d'une fonction salariée dans le Groupe.

Modalité de calcul : Indemnité forfaitaire de six (6) mois de rémunération brute (fixe et variable sur objectifs), calculée sur la moyenne des six mois précédant la cessation des fonctions.

Critère de performance : Le versement est subordonné à l'atteinte d'une rentabilité financière (moyenne des résultats d'exploitation courant du Groupe sur les deux semestres précédents le départ supérieure ou égale à 3 % du chiffre d'affaires Prestations de Services).

Conformément à la loi, cet engagement sera soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale du 25 juin 2026 au titre des conventions réglementées.

### 6.2.5 Mise en œuvre du principe « Comply or Explain »

Recommandation du code Middledent	Mise en application par la société	Explications correspondantes
R1	OUI	
R2	OUI	
R3	OUI	
R4	OUI	
R5	NON	La mise en place d'un plan de formation triennal n'a pu être mis en place jusqu'à présent. Il va être mis à l'ordre du jour lors du prochain conseil d'administration.
R6	NON	Malgré la volonté affichée du Conseil d'administration, le contexte actuel n'a pas permis aux administrateurs de se réunir hors de la présence du dirigeant au cours de l'exercice écoulé
R7	OUI	
R8	OUI	
R9	OUI	
R10	OUI	
R11	OUI	
R12	OUI	
R13	OUI	
R14	OUI	
R15	OUI	
R16	OUI	
R17	OUI	
R18	OUI	
R19	OUI	
R20	OUI	
R21	OUI	
R22	OUI	

## 6.2.6 Délégations en matière d'augmentation de capital en cours de validité

Délégations	Date AGM	Durée de l'autorisation	Montant autorisé	Augmentation(s) et émission(s) réalisée(s) les années précédentes	Augmentation(s) et émission(s) réalisée(s) au cours de l'exercice	Montant résiduel au 31/12/2025
Autorisation conférée au Conseil à l'effet de décider, soit l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital ou donnant droit à un titre de créance, soit l'incorporation au capital de bénéfices, réserves ou primes.	26/06/2025	26 mois	135.467 euros le montant nominal maximum des augmentations de capital et 254.000 euros le montant nominal maximum des valeurs mobilières			135.467 euros le montant nominal maximum des augmentations de capital et 254.000 euros le montant nominal maximum des valeurs mobilières
Autorisation conférée au Conseil, à l'effet de décider l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital ou donnant droit à un titre de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription sans indication de bénéficiaires et par offre au public	26/06/2025	26 mois	135.467 euros le montant nominal maximum des augmentations de capital et 254.000 euros le montant nominal maximum des valeurs mobilières			135.467 euros le montant nominal maximum des augmentations de capital et 254.000 euros le montant nominal maximum des valeurs mobilières
Autorisation conférée au Conseil d'administration, à l'effet de décider, l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital ou donnant droit à un titre de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription par voie d'offre mentionnée au 1° de l'article L.411-2 du code monétaire et financier et dans la limite de 20% du capital social par an	26/06/2025	26 mois	20% du capital			20% du capital
Autorisation conférée au Conseil à l'effet de décider, l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital ou donnant droit à un titre de créance, avec suppression du droit préférentiel de	26/06/2025	18 mois	Le montant nominal maximum des			135.467 euros

souscription des actionnaires au profit de catégories de bénéficiaires			augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme est fixé à 135.467 euros			254.000 euros
			le montant nominal des obligations et autres titres de créance donnant accès au capital ne pourra pas excéder 254.000 euros			
Autorisation donnée au Conseil en vue de procéder à l'attribution gratuite d'actions	26/06/2025	23 mois	15% du capital			13,19% du capital
Autorisation conférée au Conseil à l'effet d'émettre des options d'achat ou de souscription d'actions	26/06/2025	26 mois	10% du capital			10% de capital
Plafond global des autorisations d'émission d'actions et de valeurs mobilière donnant accès au capital social applicable et de valeurs mobilières représentatives de créances	26/06/2025	NA	Le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme est fixé à 135.467 euros			135.467 euros
			Le montant nominal			254.000 euros

			des obligations et autres titres de créance donnant accès au capital ne pourra pas excéder 254.000 euros			
Autorisation donnée au Conseil à l'effet de réduire le capital social de la société par voie d'annulation d'actions	26/06/2025	18 mois	10% de capital			10% de capital
Autorisation donnée au Conseil en vue de l'achat par la Société de ses propres actions conformément à l'article L.22-10-62 du Code de commerce	26/06/2025	18 mois	10% de capital			7,78% du capital social

### 6.2.7 Les conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce

#### Nouvelle convention conclue au cours de l'exercice 2025 :

Une nouvelle convention soumise à la procédure des articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce a été conclue au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025. Il s'agit de l'engagement d'indemnité de départ consenti au bénéfice de M. Matthieu Girard en sa qualité de Directeur Général.

Cette convention a été autorisée par le Conseil d'administration du 25 septembre 2025. Conformément à la loi, elle sera soumise à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires du 25 juin 2026 (5ème résolution).

Les caractéristiques et modalités de cet engagement sont détaillées au paragraphe 6.2.4.3 du présent rapport

### 6.2.8 Modalités de participation à l'Assemblée Générale annuelle

Les modalités de participation à l'Assemblée Générale annuelle sont précisées à l'article 22 des statuts de la Société.

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire ou de prendre part aux votes par correspondance ou par formulaire électronique de vote à distance dans les conditions légales et réglementaires.

Toutefois, le droit des actionnaires de participer aux assemblées générales est subordonné à un enregistrement ou à une inscription des actions dans les conditions et délais prévus par la réglementation en vigueur.

Les actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions des versements exigibles n'ont pas accès aux assemblées.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent. A égalité de valeur nominale, chaque action de capital ou de jouissance donne droit à une voix. Toutefois, un droit de vote double à celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent est attribué :

- A toutes actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative chez l'émetteur ou l'établissement mandataire depuis deux (2) ans au moins au nom du même actionnaire ;
- Aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire en cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Le droit de vote double cessera de plein droit pour toute action convertie au porteur ou transférée en propriété. Néanmoins, n'interrompt pas le délai ci-dessus fixé ou conserve le droit acquis, tout transfert par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs, au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible.

Le droit de vote attaché aux actions appartient, sauf convention contraire, à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires.

## 7 Déclaration de performance extra-financière 2025<sup>22</sup>

### 7.1 Note Méthodologique

Le périmètre RSE 2025 comprend l'ensemble des sociétés du Groupe : IT Link France, NRX, IT Link Maroc, IT Link Benelux, IT Link Canada, Ciao et RADÈS. Pour certains indicateurs, seul le périmètre France sera retenu, ce dernier étant le plus significatif (72% des effectifs Groupe hors Ciao).

Les informations sociales sont consolidées par la Direction des Ressources Humaines Groupe. Les informations quantitatives sont principalement issues du logiciel de paye. Ces informations font l'objet de suivis et de contrôles mensuels.

Les informations environnementales sont consolidées par la Direction Administrative et Financières et sont issues des factures comptables de nos fournisseurs d'énergie et prestataires de déplacements.

---

<sup>22</sup> Rapport publié de manière optionnelle, le Groupe n'ayant pas atteint deux des trois seuils fixés par l'article L225-102-1 du code de commerce, celle-ci n'est pas auditée par un organisme tiers indépendant.

## 7.2 Événements Marquants 2025



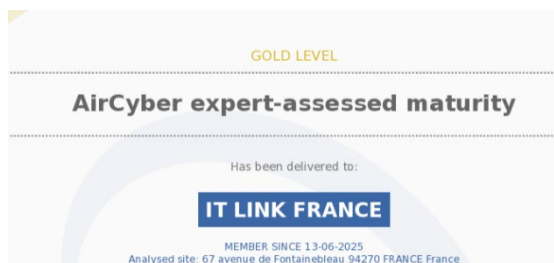
**82% des Linkers déclarent qu'IT Link est une entreprise où il faut bon travailler.** C'est le résultat de l'enquête 2025 de Great Place to Work auprès des Linkers des filiales IT Link, NRX et Radès.

Avec un taux de participation de 69% au niveau Groupe, les Linkers ont apprécié la convivialité (83% de réponses positives) et la crédibilité du management (79%).



IT Link France obtient en 2025 la certification ECOVADIS GOLD

Le score obtenu est de 83/100 et lui a permis de rejoindre le top 5%.



Le label AirCyber récompense IT Link France pour la 1ère fois en 2025, prouvant ainsi la maturité du système de protection et de sécurité informatique du Groupe.

### 7.3 Notre Engagement Social et Sociétal

En partenariat avec **MICRODON** qui met à disposition sa plateforme, IT Link soutient ainsi 2 associations du portefeuille de la fondation EPIC (Carolina For Kibera et Blue Ventures), auxquelles sont reversées les sommes données par les Linkers et abondées par l'entreprise. Actuellement, 13,4% des Linkers ont adhéré au dispositif et **9036€** ont ainsi été collectés en 2025 (+7%) et reversés à la Fondation EPIC (comprenant l'abondement de 50% par IT Link France). Le don moyen par salarié est de 4,32 euros mensuels. 80% des salariés donateurs effectuent un don complémentaire (entre 1 et 20 euros par mois).



Le Groupe IT Link est fier d'accueillir **31 nationalités** différentes au sein de ses équipes. Cette diversité affichée est une richesse culturelle inestimable et permet au Groupe de proposer à ses Clients un accompagnement sur leurs projets partout en France, comme à l'étranger.

Conscient de son rôle dans la Cité, IT Link participe à la formation de jeunes en contrats d'alternance (11 alternants dans l'effectif au 31/12/2025).

En outre, avec 221 recrutements au niveau Groupe cette année, IT Link continue de proposer des débouchés aux ingénieurs et particulièrement aux jeunes diplômés.

En 2022, IT Link France a nommé une nouvelle **référente handicap**, Mme Amandine PILLOT. La référente Handicap conseille et informe les salariés, porteurs de handicap ou non, qui la contactent directement. Elle anime régulièrement des sessions de sensibilisation des salariés ou des formations à destination des recruteurs et des commerciaux.



Enfin, dans le cadre de l'événement **Octobre Rose**, IT Link a mis en place une campagne de sensibilisation au dépistage du cancer du sein.

7.4 Informations Sociales

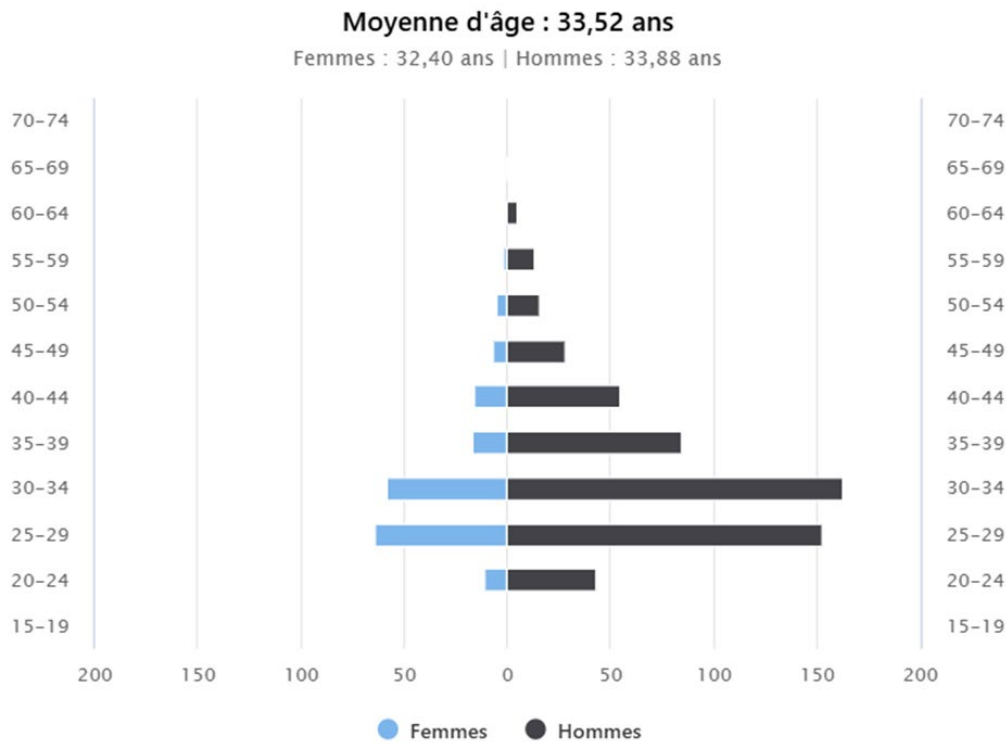
7.4.1 Effectifs et masse salariale

Le Groupe IT Link compte au 31/12/2025, **875 collaborateurs salariés**, soit une stabilisation de l'effectif.

Effectifs Groupe 2025

	IT Link France	NRX	Radès	IT Link Benelux	IT Link Canada	Ciao	IT Link Maroc	Total
Femmes	139	0	17	11	6	35	18	226
Hommes	487	6	29	25	13	64	25	649
Total	626	6	46	36	19	99	43	875

La proportion de femmes dans l'effectif est stable autour de 25% à fin 2025.



L'âge moyen des collaborateurs du Groupe est de 33,5 ans, soit +0,3 par rapport à 2024.

Le Groupe IT Link est principalement composé de Cadres : dans sa filiale majoritaire IT Link France, les cadres représentent 85% des effectifs (82,7% en 2024), davantage chez les femmes (90,7%) que chez les hommes (83,5%).

Répartition par statut (IT Link France)			
	Cadres	Non cadres	Total
Femmes	128	13	141
Hommes	405	80	485
Total	533	93	626

IT Link s'inscrit dans la durée et recrute majoritairement sous contrat à durée indéterminée.

Au 31 décembre 2025 le Groupe ne comptait que 12 CDD dans son effectif global, 10 d'entre eux étant des contrats d'alternance.

Les contrats sont en très forte majorité des contrats à temps plein, seuls 8 collaborateurs étaient à temps partiel au 31/12/2025 dont 3 hommes et 5 femmes.

L'ancienneté moyenne dans le Groupe IT Link (filiales France + marques IT Link) a vu sa durée s'allonger depuis plusieurs années, elle atteint 4,49 en 2025 contre 4,33 en 2024 (pour mémoire, elle était de 2,5 en 2018).

Le Groupe a davantage recruté cette année et retenu davantage de collaborateurs ; le taux d'attrition reste en-dessous de l'objectif des 25% en 2025 comme en 2024, après 32% en 2023.

Recrutements et départs								
	IT Link France	NRX	Radès	IT Link Benelux	IT Link Canada	IT Link Maroc	Ciao	Total
Recrutements	153	2	5	14	12	13	19	222
Départs	156	1	3	18	10	9	16	213

Depuis 2021, la croissance des recrutements a repris, liée à la reprise du marché de l'emploi et la dynamique autour des métiers du numérique. Néanmoins, il reste toujours aussi difficile de recruter des profils de bon niveau et de les fidéliser. Un chantier stratégique a été dédié à l'amélioration de la qualité du recrutement.

Les départs liés aux embauches clients ont repris leur progression après une baisse en 2024 et représentent 19,2% des départs en France. Le Groupe procède, comme les années précédentes, à un faible nombre de licenciements (14 en 2025 contre 13 en 2024).

IT Link veille à assurer un développement de carrière à ses Linkers : en 2025, 25% des Linkers ont, toutes fonctions confondues, bénéficié d'une promotion à travers l'augmentation de leur position et/ou coefficient (suivant la classification Syntec).

IT Link mise sur le développement de ses filiales étrangères pour proposer un programme de mobilité internationale à ses Linkers mais aussi sur la collaboration avec ses clients pour proposer des projets de courte durée (quelques mois maximum).

Ces programmes de mobilité, qu'ils se réalisent en interne ou à l'international, reposent sur une implication des managers qui ont une vision long terme des carrières de leurs collaborateurs. Ils sont à l'écoute de leurs équipes et sont capables de proposer de nouvelles opportunités aux Linkers qui manifestent une volonté d'évoluer ou de changer de région. Celles-ci sont détectées au cours des suivis de projets réalisés plusieurs fois par an et lors de l'entretien annuel réalisé à date anniversaire d'entrée dans l'entreprise. Lors de ce moment privilégié, chaque Linker échange avec son manager sur les réalisations de l'année écoulée, les formations éventuellement suivies et les faits marquants de sa présence chez IT Link. Il prépare l'année à venir en faisant part de ses souhaits d'évolution, les formations éventuellement associées et la rémunération qui lui semble correspondre à ses compétences.

Chaque mois, une commission composée des Directeurs commerciaux du groupe et de la DRH étudie les rapports d'évaluation remplis lors de l'entretien et décide des nouvelles rémunérations et positions des collaborateurs. Depuis avril 2021, la Direction d'IT Link France négocie avec les élus du personnel pour proposer une grille encadrant les augmentations de salaires. Cette grille, applicable chez IT Link France et dont les autres filiales s'inspirent, permet une transparence des décisions d'augmentations, les grilles étant communiquées à l'ensemble du personnel chaque année. Une attention particulière est portée aux plus bas salaires dans l'entreprise et à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes.

## **7.4.2 Recrutement**

Le Groupe tient à être un employeur responsable. L'ensemble des acteurs liés à l'activité du recrutement (RH et opérationnels) sont sensibilisés aux problématiques de la discrimination.

Les étapes du recrutement visent à évaluer l'adéquation des savoir-faire, des valeurs, et du projet professionnel de chaque candidat. Le processus de recrutement se veut rapide et transparent. Le process est annoncé dès l'entretien téléphonique qui est un vrai entretien de motivation du candidat.

La phase d'entretien se déroule généralement en deux étapes :

- un entretien téléphonique avec un chargé de recrutement dont l'objectif est de présenter la société, d'analyser les aspirations professionnelles du candidat et de voir si celles-ci se trouvent en adéquation avec l'entreprise
- un second temps est consacré à un entretien avec un manager opérationnel qui valide les expertises et les réalisations du candidat, et évalue son aptitude à mener à bien les projets confiés par les clients.

Pour parvenir à attirer de nouveaux potentiels, IT Link développe différents axes de sourcing qui lui assurent des candidatures riches et variées. Le Groupe utilise les CVthèques et diffuse régulièrement des annonces sur les principaux Job boards spécialisés dans le domaine des systèmes embarqués (Monster, Apec, CV Aden, Régions Jobs), mais aussi les réseaux sociaux professionnels tels que LinkedIn.

IT Link affiche aussi ses offres d'emplois sur la page « Talents » de son site Internet, ce qui lui permet de recevoir un grand nombre de candidatures spontanées.

Enfin, le Groupe associe ses collaborateurs dans le recrutement en favorisant un processus de cooptation. Nous avons constaté que la cooptation renforce le sentiment d'appartenance de nos Linkers et favorise la fidélisation des collaborateurs cooptés.

IT Link recrute des collaborateurs confirmés mais aussi des collaborateurs juniors et de jeunes diplômés qu'il accompagne dans leur évolution de carrière. Les profils recherchés s'articulent autour de l'ensemble des activités de l'entreprise : Systèmes Embarqués, IoT, Web et Systèmes d'Informations, Data Intelligence, Safety & Security, Ingénierie Système, Mobile Apps et Conduite du Changement.

Le Groupe recrute principalement des consultants techniques/fonctionnels, ingénieurs projets, chefs de projets, directeurs de projets, experts... Les équipes recrutement et commerce animent des événements dédiés au recrutement permettant à de nombreux candidats ingénieurs de rencontrer IT Link lors d'afterworks régionaux.

IT Link entretient des relations privilégiées avec de nombreuses écoles d'ingénieurs : signature de partenariat avec l'INSA Rennes, participation à de nombreux forums écoles, présentations de l'entreprise en amphithéâtre, ateliers de réalisation de CV ou simulations d'entretiens.

IT Link propose chaque année une quinzaine de stages techniques à des ingénieurs en 4e et 5e année d'école d'ingénieur mais aussi des stages d'ingénieur commercial et de fonctions support (RH, contrôle de gestion, ...). En 2025, 6 stagiaires en études supérieures ont été accueillis pour un stage de plus de 3 mois. Les agences accueillent également des stagiaires d'observation, collégiens ou lycéens.

### 7.4.3 Egalité de traitement et égalité Femmes-Hommes

IT Link France a publié les résultats de l'index Egalité Femmes-Hommes issu de la loi Liberté de choisir son avenir professionnel d'août 2018. Le score total est pour 2025 de 93/100. Il était de 94/100 en 2024.

Le détail par critère est donné dans le tableau ci-dessous.

	Indicateur calculable (1=ooui, 0=non)	Valeur de l'indicateur	Points obtenus	Nombre de points maximum de l'indicateur	Nombre de points maximum des indicateurs calculables
1- écart de rémunération (en %)	1	1,6	38	40	40
2- écarts d'augmentations individuelles (en points de %)	1	1,8	20	20	20
3- écarts de promotions (en points de %)	1	1,3	10	15	15
4- pourcentage de salariés augmentés au retour d'un congé maternité (%)	1	100	15	15	15
5- nombre de salariés du sexe sous- représenté parmi les 10 plus hautes rémunérations	1	2	5	10	10
Total des indicateurs calculables	-	-	93	-	100
<b>INDEX (sur 100 points)</b>	-	-	<b>93</b>	-	100

#### **7.4.4 Insertion des personnes en situation de handicap**

En 2022, IT Link a nommé Mme Amandine PILLOT, Directrice d'Atout Cap, « référente handicap » pour toute l'entreprise. Mme PILLOT assure une permanence téléphonique pour les salariés qui ont des questions sur ce sujet et anime régulièrement des webinaires d'information.

Le partenariat avec Gamino depuis 5 ans a dû prendre fin du fait de la cessation d'activité de Gamino. Le service RH a proposé une participation au Duodays (binôme d'un salarié avec un porteur de handicap pour faire découvrir son poste de travail). 2 binômes se sont formés en 2024 et aucun en 2025 (il y avait des volontaires côté IT Link mais pas de candidat correspondant).

En 2025, IT Link France n'a pas recruté de Linker en situation de handicap ; le nombre de Linkers bénéficiaires d'une RQTH était de 5 au 31/12/2025.

#### **7.4.5 Organisation du temps de travail**

Les filiales françaises du Groupe IT Link ont fait le choix depuis de nombreuses années d'un temps de travail maîtrisé. La quasi-totalité des collaborateurs France ont ainsi un contrat de travail en forfait horaire hebdomadaire de 37,2 heures. Seuls 1 Linker, pour des raisons très spécifiques à son activité, est en forfait jours. Les collaborateurs IT Link France et NRX bénéficient en outre de 9 jours non travaillés (JNT) en plus des 25 jours annuels de congés payés.

IT Link fait bénéficier de congés d'ancienneté dès la 4<sup>e</sup> année (plus favorable que la convention collective qui préconise des paliers de 5 ans).

Un guide de la parentalité chez IT link a été rédigé avec les élus du CSE en charge de légalité professionnelle afin d'informer et d'accompagner nos Linkers qui sont déjà parents ou qui vont le devenir. IT Link est très attentif à accepter sans délai et sans report de date les demandes de congé paternité et de congé parental.

En 2024, IT Link France a signé la charte de la parentalité avec l'observatoire de la qualité de vie au travail (<https://www.observatoire-qvt.com>). L'entreprise s'engage ainsi à faciliter l'accès à l'information à ses salariés parents (le guide de la parentalité chez IT Link a été communiqué début 2025) et plus largement, à veiller à l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle.

Depuis septembre 2022, IT Link France s'est associée à l'entreprise Les Petites Canailles pour proposer des places en crèches aux Linkers parents. 12 Linkers en ont bénéficié sur l'année 2025.

2021 a vu la pérennisation du télétravail comme mode d'organisation du travail. IT Link France s'est doté d'un accord collectif permettant d'encadrer cette pratique. A fin décembre 2025, 193 Linkers sont entrés dans le dispositif leur permettant de télétravailler 1 à 3 jours par semaine (30% de l'effectif).

La moyenne de jours télétravaillés par semaine est de 2,1.

#### 7.4.6 Santé et sécurité des collaborateurs

Le Groupe IT Link est particulièrement attentif à proposer à ses collaborateurs **un haut niveau de qualité de vie au travail**, favorisant le management bienveillant dans toutes les équipes et à tous les niveaux, ainsi que de bonnes conditions de travail. Dans chaque agence, un espace de pause est prévu avec des corbeilles de fruits et des boissons. Chaque Linker, même s'il ne travaille pas au quotidien dans son agence de rattachement, doit pouvoir s'y rendre pour rencontrer les équipes et ses collègues et s'y sentir chez lui.

Des soirées dans chaque agence sont organisées, en petits groupes locaux ou réunissant tout l'effectif de l'agence.

Des communications régulières sont adressées aux Linkers via MyLink sur des thématiques diverses (la sécurité au volant, la santé mentale, le sommeil, la sédentarité, ...)

Cette ambiance conviviale, reconnue par les collaborateurs à travers les différentes enquêtes menées par l'Institut Great Place to Work pour IT Link depuis 2015, renforce l'attachement des Linkers au Groupe IT Link et explique également les bons résultats obtenus par IT Link en matière d'accidentologie.

Le taux d'absentéisme pour l'entité IT Link France est de 3,3% en 2025. On observe une hausse des arrêts maladie de plus de 30 jours pendant lesquels il est parfois difficile de garder le lien avec le collaborateur. La hausse du taux s'explique par une hausse du nombre des arrêts de travail. En 2026, un nouveau calcul du taux d'absentéisme sera pris en compte (nombre de jours d'arrêt de travail pour maladie, accident de trajet et accident de travail / nombre de jours qui auraient pu être travaillés (jours d'activité client, d'inactivité et d'absences, hors absence présence école pour les apprentis). En appliquant ce calcul on passe d'un absentéisme de 2,37% en 2024 à 2,78% en 2025.

Le taux de fréquence des accidents du travail est de 4,06 en 2025 (5,07 2024) et le taux de gravité est en légère hausse à 0,12 (0,04 en 2024).

Les risques professionnels sont peu nombreux dans le Groupe et bien identifiés grâce au travail effectué par la Direction des Ressources humaines en collaboration avec la CSSCT de l'entreprise et les médecins du travail qui suivent nos collaborateurs.

Pour faciliter le suivi des Linkers en Ile de France et renforcer les mesures de prévention, l'Établissement Parisien d'IT Link France ainsi que NRX ont demandé à PREVENIR (filiale d'ALAN) de prendre en charge depuis le 1er janvier 2026 le suivi des Linkers. PREVENIR n'est pour l'instant présent qu'en Ile de France

#### 7.4.7 Relations sociales et accords collectifs

Le Conseil Social et Economique (CSE) d'IT Link France actuel a été élu en juin 2023 pour 4 ans. Il est unique pour IT Link France et comporte au 31/12/2025 12 élus, dont 7 dans la Commission Santé Sécurité et Conditions de Travail (CSSCT). Le CSE comporte également une Commission Egalité professionnelle, une Commission Logement et une Commission Formation.

Le dialogue constructif entre les délégations du personnel et la Direction a permis le renouvellement de l'accord d'entreprise sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes début 2024. L'accord télétravail, signé en octobre 2021 est toujours en vigueur. Les grilles d'augmentation salariales, mises en place depuis 2021 pour IT Link France sont, chaque année, négociées avec les élus du CSE.

#### **7.4.8 La formation**

Le budget formation d'IT Link France a très légèrement diminué par rapport à 2023 et reste constant en % de masse salariale (1,2%).

En 2025 ce sont 3259 heures de formation qui ont été effectuées sur le périmètre IT Link France, soit -26% par rapport à 2024, bénéficiant à 222 Linkers soit 35,3% de l'effectif moyen de 2025.

### **7.5 L'environnement**

IT Link s'est beaucoup interrogée sur son impact sur l'environnement et a focalisé son action sur sa politique de déplacements. Début 2021, l'entreprise s'est engagée davantage en signant le manifeste Planet Tech'Care, porté par la branche professionnelle des entreprises du numérique.

De plus, IT Link s'est dotée d'une charte éthique qui comporte un volet sur sa politique de déplacement. Ainsi, ce qui était ancré profondément dans les usages et sa culture, a été écrit pour devenir encore plus engageant. Au dernier trimestre 2025, IT Link a choisi PERK pour l'organisation des déplacements professionnels des Linkers et verse 10 EUR par tonne de CO<sub>2</sub> facturée (Green Trip). Cette compensation carbone sert à investir dans des projets certifiés par VERRA (VCS), Gold Standard ou Puro.earth.

A travers sa politique de déplacement, IT Link a pour objectif d'avoir un impact positif sur le bien-être des collaborateurs et notamment l'équilibre vie personnelle et vie professionnelle en réduisant les nuisances liées aux déplacements et l'environnement en favorisant l'utilisation de moyens de transport propres.

Le forfait mobilités durables issu de la loi d'orientation des mobilités du 24/12/2019 a été mis en place en juillet 2020 et son montant a été revalorisé en décembre 2023 pour l'année 2024.

Les abonnements de transports collectifs urbains (Navigo, Técély, KorriGo, etc.) sont remboursés intégralement

L'accès au service de covoiturage Premium de BlaBlaCarDaily sur l'ensemble du territoire Français est offert à tous les Linkers. En 2025, 5197 kilomètres ont été parcourus en covoiturage par les Linkers, soit 1131 kilos de CO<sub>2</sub> évités.

La réservation de billets de train et avions via une adresse mail dédiée et mise en place d'une Charte Voyageurs

Partenariat avec des sociétés de taxis et véhicules avec chauffeur pour nos commerciaux

Utilisation d'un système performant de visioconférence (GoogleMeet) afin de limiter les déplacements entre les différents sites du Groupe.

Mise en place du travail à distance lorsque le poste le permet grâce à l'accord Télétravail signé en octobre 2021. Au 31/12/2025, 30% de l'effectif d'IT Link France était inscrit dans le dispositif télétravail pour une moyenne de 2,1 jours télétravaillés par semaine.

Déplacements 2025 :

Déplacements	2025	2024	2023	2022	2021
Train	9503	3996	3501	5640	6943
Avion	81641	64968	77653	87508	64858

### 7.5.1 Maîtrise de l'énergie

Notre consommation d'énergie est essentiellement liée au chauffage de nos locaux, à leur éclairage et aux déplacements de notre personnel entre leurs lieux de résidence, nos établissements et les sites de nos clients. Des actions ont été déployées pour encourager nos collaborateurs à réduire leur empreinte énergétique

IT Link sensibilise ses collaborateurs aux comportements éco-responsables et vise à :  
Privilégier l'éclairage naturel,  
Éteindre les lumières et appareils électriques lorsqu'ils ne sont pas utiles.

Une initiative ECOWATT a été lancée dans les locaux du siège social d'IT Link au Kremlin Bicêtre : certains jours de l'année, des actions de maîtrise de l'énergie sont réalisées (coupure de l'eau chaude sanitaire, horaires de l'éclairage modifiés).

IT Link mène une politique de diminution de sa consommation de papier d'impression avec pour objectif le « zéro papier ».

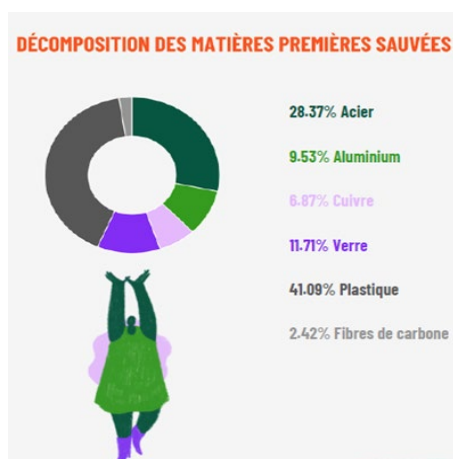
Différents processus ont été mis en œuvre à ce jour :

- Mise à disposition des formulaires et documentations internes sur un intranet,
- Echange et partage de documents via google drive et les google apps,
- Suivi des congés et absence sans papier grâce à une plateforme en ligne,
- Centralisation des impressions sur deux copieurs de forte capacité à Paris de façon à faciliter le recueil des informations relatives à la consommation de papier,
- Utilisation de la solution VSA pour le traitement dématérialisé des factures d'achat et des notes de frais.

De plus, afin de limiter la consommation de gobelets à usage unique, IT Link a distribué des mugs à l'ensemble de ses collaborateurs.

Lors du rendez-vous d'intégration, IT Link offre un mug à chaque nouveau collaborateur et l'encourage à l'apporter sur son lieu de travail pour limiter l'utilisation de gobelets jetables.

## 7.5.2 Matériel informatique



IT Link veille à recycler son matériel informatique usagé.

Depuis 2021, IT Link donne une seconde vie à son matériel informatique grâce à MANUTAN (anciennement ZACK), une entreprise d'économie circulaire qui lutte contre le gaspillage des produits électroniques en maximisant le réemploi des matériels informatiques des entreprises par la vente, le don associatif et le recyclage.

Bilan 2025 :

- 147 kg de matériaux sauvés
- 47 tonnes équivalent carbone évitées

The logo features a large, circular arrangement of thin, parallel lines in a light blue color, creating a sunburst or ripple effect. In the center of this circle, the text "IT LINK" is written in a bold, white, sans-serif font. To the right of "IT LINK", a thin white vertical line acts as a separator, followed by the word "GROUPE" in a lighter, white, sans-serif font.

**IT LINK** | GROUPE